



RÉJEAN TREMBLAY > VA FALLOIR LES HAÏR

cyberpresse.ca

Roy et Théo en lice pour le trophée Hart

Le Casino temple du rock

Cahier Sports, page S3

Cahier Arts+Spectacles, page C1

LA PRESSE À RALEIGH > LE HOCKEY À LA SAUCE DE LA CAROLINE

Cahier Sports, page S2

MONTRÉAL | JEUDI 2 MAI 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 189 > 78 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

La FTQ veut « dompter » Vidéotron

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La FTQ est déterminée à « dompter Vidéotron » dans le conflit qui s'annonce musclé entre le câblodistributeur et ses techniciens. Le président de la FTQ, Henri Massé, membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et de placement, a révélé hier qu'il s'était opposé à la transaction par laquelle la Caisse, le bas de laine des Québécois, avait injecté 2,2 milliards de dollars pour permettre à Quebecor d'acheter Vidéotron, une transaction de 4,9 milliards bouclée en août 2000.

« Vidéotron allait très bien avant que Quebecor ne l'achète. On en est rendu à réduire les conditions de travail presque de moitié, on n'acceptera pas cela », a lancé hier M. Massé à l'entrée d'une réunion des centrales syndicales avec le premier ministre sur une longue liste de revendications à l'occasion du 1^{er} Mai.

Selon M. Massé, « si Vidéotron et la Caisse de dépôt ont pris une mauvaise décision au mauvais moment, ou encore une bonne décision au mauvais moment, ce n'est pas aux travailleurs de payer la note ». Depuis des années le président de la FTQ siège au conseil d'administration de la Caisse de dépôt, et, à l'été 2000, derrière les portes closes du conseil présidé par Jean-Claude Scraire, il s'était vertement opposé au projet d'achat de Vidéotron avec Quebecor.

« Cette décision-là, je ne l'avais pas appuyée. On pensait que l'avenir pour Vidéotron était meilleur avec Rodgers (concurrent alors de Quebecor), sauf que cela a été une décision majoritaire dans l'autre sens ; je suis capable de vivre avec cela », a soutenu hier M. Massé, qui ne s'en est pas moins désolidarisé publiquement.

À l'époque, ont indiqué plusieurs sources à *La Presse*, le ministre des Finances d'alors, Bernard Landry, avait mis tout son poids

Voir FTQ en A4



AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actual

Arts

- horaire spectacles

- horaire télévision

Bandes dessinées

Bridge

Décès

Éditorial

Êtes-vous observateur

Feuilleton

Forum

Horoscope

La Presse Affaires

cahier B

cahier C

C6

C4

B6

E6

E7

A14

E3

B6

A13, A15

E5

cahier D

Le monde

Loteries

Montréal Plus

Mots croisés

Mot mystère

Petites annonces

- immobilier

- marchandises

- emploi

- automobile

- affaires

Politique

Quoi faire

A10-A12, A16

A2, A6

cahier E

B6, S14

B6

E3, E4

E4

E4-E6

D2

A6, A7, A9

C8



MÉTÉO

Pluie
Maximum 8, minimum 2



6 21924 98765 1



Lunettes complètes*

monture + verres (simple vision) = **79 \$**

monture + verres (double vision) = **129 \$**

monture + verres (progressifs) = **189 \$**

Achetez maintenant et payez en 12 versements égaux sans intérêts

* voir détails et sélection en succursale.

LA DÉFERLANTE ANTI-LE PEN

Plus d'un demi-million de personnes ont transformé hier le défilé du 1^{er} Mai à Paris en manifestation monstre contre Jean-Marie Le Pen.

Comme Mai 1968



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

ON ATTENDAIT du monde pour ce 1^{er} mai contre Jean-Marie Le Pen. Ce fut une déferlante. Dans toute la France, on a compté 400 manifestations différentes et, très approximativement, plus d'un million et demi de manifestants. À Grenoble, avec 50 000 personnes (pour une agglomération de 400 000 habitants), on n'avait pas vu une telle foule depuis la Libération. Ils étaient 60 000 à Toulouse. Et plus d'un demi-million à Paris,

comme aux plus belles heures de Mai 68. Nombre d'incidents graves : zéro. Il faut dire que les services d'ordre des centrales syndicales s'étaient préparés au pire, et qu'il y avait 3500 policiers sur les dents.

Vu la mobilisation provoquée depuis le premier tour par la victoire de Le Pen sur Lionel Jospin, on pouvait s'attendre à une foule monstre à Paris. Déjà la manifestation de samedi dernier, organisée par une soixantaine de petites associations disparates, avait attiré quelque 80 000 personnes.

Voir DÉFERLANTE en A2



Des portraits des analyses et les dernières nouvelles de la présidentielle en France à :

www.cyberpresse.ca/france

Le commissaire à la vie privée condamne le projet de loi C-55

« Certaines mesures s'inspirent carrément de certains États totalitaires », dénonce-t-il

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Certaines mesures contenues dans le nouveau projet de loi antiterroriste du gouvernement Chrétien s'inspirent carrément de pratiques en vigueur dans des États totalitaires, estime le commissaire à la protection de la vie privée, George Radwanski.

M. Radwanski s'insurge contre la décision d'Ottawa d'inclure dans le projet de loi C-55 de nouvelles dispositions qui donneraient à la GRC et au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) un accès sans restriction aux rensei-

George Radwanski

mandat d'arrêt pour des crimes passibles d'une peine de cinq ans ou plus et d'arrêter les immigrants

gnements personnels de tous les Canadiens voyageant à bord de vols intérieurs ou sur les routes internationales.

Ce nouvel outil policier permettrait aux agents de mettre la main au collet d'individus faisant l'objet d'un mandat d'arrêt pour des crimes

potentiels faisant l'objet d'un renvoi parce qu'ils représentent une menace à la sécurité du pays, entre autres choses.

Aux yeux du commissaire, ces mesures « exceptionnelles », loin de constituer des outils de lutte contre le terrorisme, sont en réalité « une expansion spectaculaire des pouvoirs de police intrusifs, sans explication ni

Art Eggleton

justification de sa nécessité ». « Le précédent créé (par les nouvelles dispositions) pourrait ouvrir la porte, en principe, à des pratiques rappelant celles qui existent dans les États totalitaires, où il est

Voir COMMISSAIRE en A2



Pour tout savoir sur la législation antiterroriste canadienne,

tapez : www.cyberpresse.ca/antiterrorisme

Page S5

Michel Pagliaro

Cahier Sports, page S2

Voir SALAIRE en A4

SALAIRE MINIMUM AU CANADA

Québec	7,20\$ ¹ - 7,30\$ ²
Colombie-Britannique	8,00\$*
Ontario	6,85\$
Manitoba	6,50\$
Saskatchewan	6,35\$
Île-du-Prince-Édouard	6,00\$
Terre-Neuve	6,00\$
Nouveau-Brunswick	5,90\$
Alberta	5,90\$
Nouvelle-Écosse	5,80\$

0 2 4 6 8

1. (en octobre 2002) 2. (en février 2003)
* après 500 heures travaillées chez un même employeur, 6,00\$ avant.

Source: Gouvernement du Canada



GREICHE SCAFF

OPTOMÉTRISTES

www.greiche-scaff.com

Examen de la vue

Verres de contact

Grand choix de montures exclusives

PARTOUT AU QUÉBEC

Pour renseignements, appelez
(514) 336-4444
Sans frais 1 877 667-2020

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Mort à l'innocence

Après *The Basketball Diaries*, le réalisateur Scott Kalvert s'est attaqué à *Deuces Wild*, un film dans lequel est cassée l'image innocente des années 50 que donne habituellement le cinéma. Une guerre de gangs à la *West Side Story*, les chansons en moins, la violence en plus. Notre journaliste Marc-André Lussier a rencontré le cinéaste, de même que Stephen Dorff, la vedette du film.

À lire demain dans le cahier
Arts et spectacles

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Découvrez notre section Voyage
cyberpresse.ca/voyage

> Les recettes de Ricardo Larrivée
cyberpresse.ca/recettes

> Notre section spéciale sur les séries éliminatoires
cyberpresse.ca/serieslnh

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca , 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h30 à 17 h30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h00 à 17 h30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h30 à 21 h Vendredi: 8 h30 à 20 h30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	—	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	—	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



> Élection en France

Notre correspondant analyse l'actualité avant le second tour de l'élection présidentielle, dimanche.



MATHIAS BRUNET

> Vers la Coupe Stanley

La préparation du Canadien en vue du match contre les Hurricanes, demain dans le cahier Sports.



GILLES TOUPIN

> Envoyé spécial

Dans les pays arabes, notre journaliste prend le pouls de la population au sujet du conflit israélo-palestinien.

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE

> À trois chiffres: **3-5-7**

> À quatre chiffres: **0-8-7-3**

LOTO 6/49

> **01-06-25-31-33-43**

Compl.: **49**

> Extra: **067488**

SUITES DE LA UNE

DÉFERLANTE

Suite de la page A1

Bizarrement, les organisateurs du grand défilé du 1^{er} Mai à Paris avaient annoncé 100 000 manifestants. Bien avant 15 h, moment fixé pour le départ de la place de la République, il était évident qu'il y aurait trois ou quatre fois plus de gens. Sur cette très grande place rectangulaire, les manifestants, seuls ou en délégation, n'avaient cessé d'affluer et de s'agglutiner. À un kilomètre et demi de là, la place de la Bastille était noire de monde, et un flot continu remontait le boulevard pour rejoindre le départ de la manifestation. Il a fallu que les organisateurs et la police mettent en place de vraies « itinéraires bis » par des boulevards parallèles pour éviter que la foule des arrivants n'entre en collision avec la tête du défilé.

Vers 14 h 30, la foule était tellement compacte que la place était menacée d'asphyxie et que la tension montait au sein de la foule. Finalement, ça s'est limité à quelques dizaines de malaises, aussitôt pris en charge par les équipes médicales. Certains groupes ont dû attendre jusqu'à 18 h 30 ou 19 h pour pouvoir finalement se mettre en marche. Et encore, il avait fallu qu'on mette en place deux nouveaux itinéraires de déstase vers la place de la Nation, par la rue de la République et le boulevard Voltaire. Les premiers groupes de manifestants avaient pris place à la République vers midi. Le cortège s'était mis en marche après 15 h. Finalement les tout derniers manifestants sont arrivés, quatre kilomètres plus loin, à la place de la Nation à 22h ! À ce moment-là, les services de police révisaient leurs chiffres à la hausse : 600 000 ou 800 000 manifestants. Historique !

Contrairement aux innombrables manifestations de lycéens des 10 derniers jours, ou à celle, plus échevelée, de samedi dernier, l'ensemble des cortèges parisiens du 1^{er} Mai avaient, malgré leur ampleur exceptionnelle, une allure plus traditionnelle.

Après tout, en France et dans le reste de l'Europe, le 1^{er} Mai, fête du Travail, est une journée qui « appartient » d'abord aux syndi-

cats. Même si, depuis de nombreuses années, les principales centrales syndicales françaises, notamment celles de gauche, la CGT ou la CFDT, ne déplaçaient guère plus de 10 000 personnes pour leurs défilés.

Hier, c'était pour elles un formidable retour en force puisqu'elles encadraient le plus gros de cette manifestation géante. On a donc eu d'innombrables banderoles, pancartes, ballons géants signalant la CGT, la CGT-Paris, la CGT-Postes, la CGT-RATP. Toutes les catégories professionnelles y sont passées, dans le désordre, de même que les délégations des départements proches de Paris. Même succession sans fin de différents métiers CFDT. Très nombreux groupes de syndiqués divers de l'Éducation nationale aussi.

Samedi dernier, les manifestants étaient en majorité jeunes, ou bien intellectuels-bourgeois de Paris. Hier, c'était véritablement le « peuple de gauche » de base qui défilait. Enormément de plus de 40 ans, venus en couple, seuls ou avec des enfants, et qui défilaient paisiblement en reprenant des slogans politiques assez classiques.

Une fois passé ce gros des troupes syndicales — c'est-à-dire deux heures après le début de la manifestation — la foule a commencé à se diversifier quelque peu et à montrer un peu plus de fantaisie. Déjà les verts, menés par le candidat Noël Mamère et l'ancien soixante-huitard Daniel Cohn-Bendit, étaient regroupés autour d'une puissante et joyeuse sono et dansaient au son de la techno.

Et puis il y avait les groupes indépendants les plus divers. Les partisans de la libéralisation du cannabis avec leur banderole : « Enfermez Jean-Marie, Libérez Marie-Jeanne ». Une dame brandissait sa pancarte : « Machos de tous bords, c'est vous qui faites les Le Pen ». Puis venaient les associations de victimes de l'amiante. Le front de libération tamoul. Les lycéens du très bourgeois Jeanson-de-Sailly. Le Théâtre du Soleil de Mnouchkine. Des chercheurs du CNRS. Des loges maçonniques. Les

syndiqués d'Air France. Le personnel de nettoyage de la Ville de Paris. Les médecins des centres de santé. Une jeune fille portant une pancarte : « Mère russe et père viking. Chien (berger) allemand. Je vais très bien. » Un solitaire proclamait sur sa pancarte : « Le 5 mai on tue le cochon ». Des lycéennes scandaient sur un vague air musical « Le Pen, si tu savais/tes idées où on se les met... » Entre autres slogans, où les plus fréquents étaient « F comme fasciste, N comme nazi... » ou « Le Pen de mort ». Moitié observateurs, moitié participants, on trouvait également neuf Québécois de l'École nationale d'administration publique, en stage pour la fin de la campagne présidentielle.

Pour les organisateurs, un succès qui a évidemment dépassé toutes leurs espérances. Non seulement la foule était deux ou trois fois plus considérable que prévu, mais encore, elle est restée de bout en bout joyeuse et bon enfant. « Il ne s'agit pas d'agresser ceux qui, dans les milieux populaires, ont voté Le Pen et de les traiter de salauds, mais simplement de leur montrer que leur geste d'exaspération n'est pas anodin, qu'il est grave », disait un enseignant de la banlieue parisienne.

C'est peu de dire que les responsables de la police parisienne, le préfet Jean-Paul Proust en tête, poussaient un gros soupir de soulagement vers 22 h, alors que les manifestants arrivés place de la Nation s'étaient presque tous dispersés sans incident.

La séance de commémoration tenue au pont du Carrousel, près du Louvre, en souvenir de ce Marocain agressé et noyé par des skinheads le 1^{er} mai 1995, a rassemblé en fin de matinée quelques milliers de personnes. On craignait le pire, vu la proximité avec la manifestation du Front national, qui se déroulait à la même heure. Aucun contact ne s'est produit.

Jean-Marie Le Pen, propulsé finaliste de l'élection présidentielle de dimanche prochain, avait annoncé 100 000 manifestants entre le Châtelet et la place de l'Opéra. Il

y en a eu sans doute 20 000, soit cinq fois plus que l'année dernière. Une foule sans commune mesure avec celle de la République, mais qui suffisait à faire masse face au palais Garnier, devant lequel Le Pen a tenu un discours-fleuve. S'il n'y a eu, à une bagarre près, aucune violence, le ton du leader de l'extrême droite est redevenu, lui, d'une violence extrême, après des semaines de « modération » à la télévision.

M. Le Pen a notamment dénoncé cet « établissement » (pour establishment) qui a « trahi la France et l'a vendue à l'euro mondialisation, à l'immigration et à l'insécurité ». Jacques Chirac, a dit Le Pen, est « le parrain de l'oligarchie qui tient le pays entre ses griffes », « le chef de clans qui se partagent les marchés publics et l'argent noir ». Ces clans « qui puent la corruption et ruissellent d'argent sale ».

Hier en début d'après-midi, M. Le Pen était revenu à sa vraie nature... et aux années 30.



André Provencher

Nomination à La Presse

LE PRÉSIDENT et éditeur, M. Guy Crevier, annonce la nomination de M. André Provencher au poste de vice-président Développement à *La Presse*. Cette annonce s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation des activités de développement de Gesca et de *La Presse* et vise à exploiter le plein potentiel des contenus que produit l'entreprise. Dans le cadre de ses activités, André Provencher sera responsable de la gestion des nouvelles entreprises et du développement des affaires incluant Cyberpresse, les Éditions Gesca, les Éditions Voilà et *La Presse Télé*. Ce changement permettra d'accroître le rayonnement de l'entreprise dans le marché des contenus diversifiés et de qualité. M. Provencher conserve ses responsabilités de président et éditeur du quotidien *Le Nouvelliste*, de Trois-Rivières.

COMMISSAIRE

Suite de la page A1

monnaie courante de voir la police monter dans les trains ou dresser des barrages routiers pour vérifier les papiers d'identité dans l'espoir de trouver quelqu'un d'intérêt pour l'État », affirme M. Radwanski, dans une déclaration écrite rendue publique hier.

Fait à noter, ces mesures ne faisaient pas partie de la première version du projet de loi antiterroriste (C-42), qui a été soudainement mis au rancart la semaine dernière.

Le commissaire estime que les forces policières pourraient éventuellement réclamer au gouvernement des pouvoirs semblables dans le cas des Canadiens qui voyagent en train, en autocar ou encore en voiture de location.

Au Canada, les forces policières ne peuvent normalement pas obliger les entreprises à fournir des renseignements personnels au sujet de citoyens, à moins d'avoir obtenu au préalable un mandat des tribunaux. Mais l'article 4.82 du projet de loi donnerait à la GRC et au SCRS le droit d'exiger des renseignements personnels sur tous les voyageurs aériens sans obtenir une autorisation judiciaire. Ces renseignements doivent être détruits sept jours après avoir été recueillis s'ils ne concernent pas la sécurité nationale.

Après avoir passé au peigne fin le projet de loi C-55 (loi de 2002 sur la sécurité publique) déposé lundi aux Communes par le ministre des Transports, David Collette, M. Radwanski refuse donc de donner une note de passage au gouvernement Chrétien, étant donné les conséquences « graves » du projet pour la vie privée.

Bien qu'il affirme ne pas vouloir s'opposer à des mesures « légitimes et nécessaires » visant à accroître la sécurité contre le terrorisme, même si elles comportent une limitation justifiable des droits à la vie privée, M. Radwanski se dit « profondément troublé » de voir le gouvernement Chrétien consentir un tel pouvoir à la GRC et au SCRS. « Cela priverait les Canadiens de l'important droit à l'anonymat face à la police et aux autres agents de l'État dans leur quotidien », soutient M. Radwanski dans sa déclaration. « On peut se demander à juste titre si ce contrôle a, de toute façon, des chances d'être efficace contre le terrorisme. Les individus qui commettent des actes terroristes ne sont pas nécessairement déjà connus comme terroristes, et les terroristes connus risquent peu de voyager sous leur propre identité », poursuit le commissaire.

Le ministre de la Défense, Art Eggleton, a balayé du revers de la

main les critiques du commissaire. « C'est complètement de la foutaise de dire que le Canada adopte des pratiques d'un État totalitaire », a-t-il dit.

Mais aux Communes, le Bloc québécois, qui dénonce les dispositions de C-55 qui accordent au ministre de la Défense le pouvoir de créer seul des zones militaires à accès contrôlé, a utilisé ces critiques du commissaire afin d'attaquer le projet de loi sur un nouveau front.

Le leader parlementaire du Bloc, Michel Gauthier, a déclaré que C-55 « viole les droits des citoyens » et a exhorté le premier ministre Chrétien à corriger le tir « au lieu de se pêter les bretelles avec la Charte des droits et libertés, comme il l'a fait voilà 15 jours ».

M. Chrétien l'a invité à faire valoir ses préoccupations devant le comité qui étudiera en profondeur le projet de loi. « Qu'il aille devant le comité et les fonctionnaires, comme les ministres responsables, donneront leur opinion. Éventuellement, la Chambre se prononcera », a déclaré le premier ministre.

« Si on approuve une loi illégale, les tribunaux vont dire que la loi est illégale. Il y a un système de justice. Si la loi n'est pas valable, il n'a pas besoin de s'inquiéter. Les tribunaux vont la rejeter », a-t-il ajouté.

BAUME & MERCIER

GENEVE · 1830

Hampton Milleis

www.baume-and-mercier.com
2,395\$

CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651
www.chateaudivoire.com

©2001 Baume & Mercier, Inc.

3017586

1er MAI

ROME

TUNIS

*924\$

*924\$

taxes incluses

DÈS LE 20 JUIN 2002

*LE PRIX PEUT ÊTRE INFÉRIEUR.

Sous certaines conditions

multi-voyages

1 à 6 personnes

Ouvert le dimanche de 12 h à 20 h

858-0011 • 888 302-6221

Tous contre Le Pen, mais... Chiraquiens et socialistes de Montréal font chambre à part

ARIANE DESROCHERS

À QUELQUES JOURS du deuxième tour des élections présidentielles françaises, la gauche socialiste et la droite républicaine invitent les Français de Montréal à se mobiliser, mais chacune à leur façon. Le message est clair d'un côté comme de l'autre : faire barrage à Jean-Marie Le Pen.

D'abord, un regroupement de Français antifascistes de Montréal a profité de la Grande Marche des travailleurs du 1^{er} Mai pour manifester hier sa réprobation à l'égard de Jean-Marie Le Pen et de son Front national. Au dire du relationniste Sébastien Barangé, ce n'est pas par hasard qu'on a choisi de prendre part à une telle manifestation. « Les travailleurs revendiquent certains droits que Le Pen veut justement abolir », a-t-il dit.

C'est derrière la bannière « Contre Le Pen ! Contre le fascisme ! » que se sont rassemblés quelques centaines de militants, pour la plupart socialistes. « Quel que soit le lieu où on habite, on ne peut qu'être interpellé. C'est trop grave ! croit Brigitte Sauvage, membre du Rassemblement des Français de gauche du Québec. C'est important de dire qu'il y a des Français qui ne sont pas d'accord avec les idées fascistes de M. Le Pen. »

Pour Vanessa Bannino, la manifestation d'hier et celle de samedi prochain constituent un excellent moyen pour exprimer son refus catégorique envers le Front national. « Ce sont des rassemblements spontanés visant à dénoncer la montée du fascisme en France et ailleurs dans le monde », a souligné cette étudiante, également relationniste pour le regroupement des Français antifascistes.

Elle croit que « la manifestation du 4 mai aura une portée symbolique beaucoup plus forte ». Il s'agira d'un grand rassemblement aux portes du consulat de France à Montréal. Non seulement les Français antifascistes tenteront-ils encore une fois de mobiliser le plus de gens possible, mais ils tâcheront également d'inciter ceux qui sont inscrits à aller voter le lendemain.

De son côté, la droite républicaine a elle aussi tenu à se rassembler, tous partis politiques confondus, hier midi à Montréal. « L'heure est grave, a lancé le président du Comité québécois de soutien à Jacques Chirac, Daniel de Siran de Cavanac. Il faut absolument une mobilisation du vote, ici à l'étranger. »

Le sénateur Louis Duvernois, qui représente les Français établis hors de France, estime que Jacques Chirac est de toute façon le meilleur candidat pour assurer le renouveau que réclame la France. « L'avantage majeur, c'est qu'il s'agit de son dernier mandat. Il n'aura donc pas de préoccupation électoraliste au cours des cinq prochaines années et pourra répondre aux attentes de l'électorat français. »

Lorsqu'on lui a demandé si le Comité allait se joindre aux manifestations anti-Le Pen d'hier et de samedi, le sénateur Duvernois n'a pas hésité à répondre : « Pourquoi manifesterions-nous contre Le Pen ? Nous avons compris le message des Français lors du premier tour ! »



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©

Les organisateurs de la traditionnelle manifestation du 1^{er} Mai ont décidé d'agrémenter le cortège en engageant quelques amuseurs publics – jongleurs, clowns sur des échasses, joueurs de tam-tam. « Qui a dit qu'une manif se devait d'être « platte » et qu'on ne peut y chanter que So-so-so-solidarité ? » a demandé Françoise David.

Une journée haute en couleur

KARIM BENESSAIEH

DES JEUNES hippies pour la légalisation du « pot » aux lock-outés de Radio-Canada, des anarchistes en noir aux clowns venus amuser la foule, la gauche montréalaise a montré toutes ses couleurs hier lors de la manifestation traditionnelle de la fête internationale des Travailleurs.

Sur le thème *Droits devant... Ici et ailleurs*, ils étaient plus de 6000 de tous les âges à réclamer le respect des droits fondamentaux pour le trentième anniversaire de cette marche au Québec. Parti de l'intersection des rues Amherst et Ontario, le cortège a longé cette rue puis bifurqué, via Saint-Denis et René-Lévesque, vers le complexe Guy-Favreau.

« Je suis venu du Mexique pour être là le 1^{er} mai ! » a affirmé un jeune militant au représentant de *La Presse* plutôt sceptique. « O.K., ce n'était pas juste pour ça... mais c'est important pour nous tous, cette journée-là ! » a ajouté le Montréalais qui s'est défini comme « communiste libertaire ».

Plus loin, des amuseurs publics — jongleurs, clowns sur des échasses, joueurs de tam-tam — faisaient danser quelques dizaines de jeunes qui ne semblaient appartenir à aucune organisation. « Moi, je suis contre le salaire minimum : ce qu'il faudrait, c'est que les gouvernements imposent un salaire maximum aux PDG qui font des millions », a

expliqué Laena Wilson, jeune militante anti-mondialisation.

Au milieu de la foule, quelques organisateurs portant fièrement leurs pancartes pour la légalisation de la marijuana avaient décidé de faire profiter tous les manifestants de leurs effluves.

« J'adore l'ambiance de cette manifestation, a déclaré Françoise David, porte-parole des organismes communautaires lors de la marche. Je fais des manif depuis 30 ans et ça change un peu. Qui a dit qu'une manif se devait d'être « platte » et qu'on ne peut y chanter que So-so-so-solidarité ! »

Travailleurs en conflit

La fête a regroupé tout ce que Montréal comprend de groupuscules progressistes, de militants syndicaux et de travailleurs au coeur de conflits de travail. Nombreux et remarqués, les employés de Radio-Canada en ont profité pour faire le plein de signatures. Les travailleurs de la Fonderie Laperle, de Saint-Ours, ceux de l'usine GM de Boisbriand, de Météomédia, du Collège français, de Vidéotron, de Bombardier ont tous délégué quelques dizaines de représentants.

« Le Québec est sur une pente inquiétante, dit Denis Turcotte, porte-parole des syndicats. Le droit de négocier, s'il n'est pas remis en question, est sérieusement ébranlé. »

Autre sujet d'inquiétude, M. Turcotte sou-

tient avoir fait face à une résistance « incompréhensible » de la part de la Ville de Montréal en ce qui concerne l'organisation de la manifestation du 1^{er} Mai. « C'a été très difficile, c'a pris des semaines. Il est de plus en plus difficile de manifester à Montréal. »

Fait à noter, des militants présents la semaine dernière lors des manifestations contre le G8 ont participé à la marche, selon les organisateurs : aucun incident n'a été signalé.

Pour Françoise David, le thème de *Droits devant...* illustre bien un des grands défis qui attendent les travailleurs au Québec. « On a fini de *tripper* sur la précarité, sur l'idée de créer son propre emploi et toutes les belles idées des années 1980. Les gens commencent à se demander si c'est bien ça qu'ils veulent, que la précarité soit érigée en système. »

« Sans vouloir revenir au temps où on passait sa vie dans le même emploi, on devrait avoir le choix, estime M^{me} David. Maintenant, on nous offre la précarité... et rien d'autre. »

La fête internationale des Travailleurs est née à la suite d'un mouvement de grève lancée en 1886 à Chicago : 300 000 travailleurs voulaient obtenir la journée de huit heures. Lors de la manifestation, des militants syndicaux ont été arrêtés et condamnés à mort. Quatre d'entre eux ont été pendus puis, six ans plus tard, innocentés.

Fête de mille et une causes

d'après AP et AFP

LA FÊTE DU TRAVAIL a donné lieu hier à de nombreuses manifestations dans le monde, soutenues de multiples causes, de l'antifascisme aux droits des travailleurs.

Tandis que la gauche allemande s'est mobilisée contre la perspective d'un possible retour de la droite au pouvoir en septembre, à Calcutta, les prostituées ont réclamé un statut de « travailleuse sexuelle ». En Australie, on s'est mobilisé en faveur du droit d'asile et contre l'internement forcé des sans-papiers, et à Rome, le pape Jean-Paul II a prié pour les « travailleurs, particulièrement ceux qui connaissent des difficultés ».

En Allemagne, les syndicalistes ont pris la tête d'une manifestation rassemblant environ 10 000 personnes devant l'hôtel de ville de Berlin, alors que les métallos sont appelés à débrayer la semaine prochaine. Il pourrait s'agir de la première grande grève ouvrière là-bas depuis sept ans.

La manifestation des autonomes (anarchistes) la veille au soir à Berlin avait donné lieu aux pires violences qu'ait connues la capitale depuis de nombreuses années à l'occasion d'un 1^{er} Mai, même si la population berlinoise est habituée à ces violents accès de fièvre printanier depuis 15 ans.

Hier soir, de nouveaux incidents ont éclaté à Berlin alors que plusieurs manifestations étaient en voie de dispersion dans le quartier de Kreuzberg. Des manifestants d'extrême gauche, cagoulés, ont lancé des pavés et des bouteilles sur la police. Des centaines de policiers antiémeutes, postés alentours, sont arrivés sur les lieux des incidents et utilisaient leurs canons à



Photo AP ©

Rassemblement antigouvernement à Buenos Aires (Argentine), hier, dans le cadre de la Journée internationale des travailleurs. En Europe, notamment en Allemagne, la lutte contre l'extrême droite a figuré au premier rang des préoccupations des milliers de protestataires.

eau pour disperser les fauteurs de troubles. Auparavant, le chancelier allemand Gerhard Schröder, pré-

sent dans le cortège syndical de Leipzig, a appelé le monde du travail à le soutenir dans la perspec-

tive des élections générales du 22 septembre.

En Espagne, en Italie et même en Croatie, des projets gouvernementaux visant à assouplir la législation du travail ont fait descendre des foules importantes dans la rue. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans quelque 70 villes espagnoles sur fond de menaces de grève. Les deux principaux syndicats du pays envisagent d'appeler à la grève générale en juin si le gouvernement de José Maria Aznar ne retire pas ses propositions de réforme de l'allocation chômage.

En Italie, où une gigantesque manifestation anti-Berlusconi a eu lieu le mois dernier, les cortèges avaient un caractère néanmoins festifs. Un concert sur le thème de l'amour était même prévu à Rome.

En Russie, au moins 140 000 personnes se sont rassemblées derrière la cathédrale Saint-Basile, près de la place Rouge selon les syndicats. D'autre part, un rassemblement communiste a attiré plusieurs milliers de personnes, place de la Révolution, en face du Bolchoï.

En Grèce et en Turquie, les manifestants ont exprimé leur solidarité avec les Palestiniens, thème que l'on retrouvait aussi parfois ailleurs, dans le défilé de la ville française de Marseille notamment.

Anticapitalistes et écolos anglais

À Londres, une bonne centaine de manifestants écologistes et anticapitalistes à bicyclette ont bloqué les carrefours d'Oxford Street, grande zone commerciale de la capitale britannique. Certains sont allés à l'ambassade américaine avec une banderole sur laquelle était écrite : « Le capitalisme ne marche

pas ». Quelque 7000 manifestants étaient réunis dans la soirée à Trafalgar Square, où une effigie du président des États-Unis George W. Bush a été brûlée sous les applaudissements de la foule. Dans la soirée, après des échauffourées qui ont fait cinq blessés parmi les policiers, 13 personnes avaient été interpellées.

En Pologne, des gerbes de fleurs ont été déposées à Poznan en mémoire des morts du soulèvement populaire de 1956 contre le régime communiste. Au sud de l'Europe, on a manifesté contre la pauvreté en Macédoine, pays des Balkans qui connaît le plus fort taux de chômage de la région.

En Amérique latine, près d'un million de personnes ont répondu à l'invitation de Fidel Castro et se sont rassemblées à La Havane, à Cuba, pendant qu'au Venezuela, le 1^{er} mai a été prétexte à des manifestations de soutien ou d'opposition au président Hugo Chavez, qui a échappé à un coup d'État à la mi-avril.

À Mexico, des dizaines de milliers de manifestants ont protesté, à l'appel des syndicats, contre la politique économique du gouvernement conservateur du président Vicente Fox et son projet de réforme de la législation du travail.

D'importantes manifestations se sont aussi déroulées en Argentine, au Brésil, au Chili et en Colombie, où le premier tour de l'élection présidentielle est prévu le 26 mai. À Bogota, on protestait notamment contre la violence généralisée qui a déjà entraîné la mort de 65 syndicalistes depuis début 2002.

De l'autre côté de la planète, en Asie, la plupart des manifestations se sont déroulées dans le calme, Philippines exceptées.

Salaire minimum: syndicats satisfaits mais patrons inquiets

GILLES NORMAND

QUÉBEC — La hausse du salaire minimum, si elle réjouit les milieux syndicaux, inquiète les associations patronales qui craignent l'écart qui se creuse avec les provinces concurrentes comme l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, ainsi qu'avec les États-Unis.

Le président de la Chambre de commerce du Québec, Michel Audet, situe cette augmentation de 30 cents l'heure dans un « cycle pré-électoral » et il estime qu'elle aura « un effet certain sur la compétitivité des entreprises et sur l'emploi ».

Selon lui, le salaire minimum affecte une proportion plus importante qu'il n'y paraît d'entreprises, puisqu'il « a un effet d'entraînement quasi automatique sur le salaire d'autres travailleurs, fixé en fonction de ce barème ».

« Entre février 2001 et 2003, le salaire minimum aura augmenté de 6 % au Québec alors qu'il est gelé en Ontario », fait observer M. Audet.

« C'est particulièrement inquiétant du fait que nos entreprises souffrent déjà d'un écart important de productivité et d'un fardeau fiscal beaucoup plus lourd que les entreprises évoluant en Ontario, au Nouveau-Brunswick et aux États-Unis », a-t-il ajouté.

Même son de cloche du côté du Conseil du patronat du Québec (CPQ), dont le président qualifie la mesure d'électorale.

« Le gouvernement du Québec vient d'accroître les pressions sur les salaires dans l'ensemble des industries du Québec », a déclaré

Gilles Taillon, ajoutant que la hausse accordée « est supérieure à la hausse moyenne des salaires observée au Québec, qui est de 2,5 à 3 % », alors qu'« qu'en Ontario, les salaires moyens sont inférieurs de 13 % ».

Pour le président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Richard Fahey, il y a lieu de se questionner sur la capacité de payer des entreprises québécoises « quand on sait qu'on est déjà en déficit de compétitivité de 23 % par rapport à l'Ontario ».

Les syndicats satisfaits

Les milieux syndicaux, eux, voient les choses d'un autre oeil et se disent généralement satisfaits de la hausse décrétée, bien que le président de la CSN, Marc Laviolette, ne cache pas qu'il aurait préféré une augmentation de 30 cents accordée d'une seule traite plutôt qu'en deux temps. « Mais c'est un pas dans la bonne direction », a-t-il dit.

Le président de la FTQ, Henri Massé, s'est également dit satisfait, ajoutant qu'il était « tanné d'entendre le monde patronal crier à la catastrophe et à la faillite » à chaque augmentation du salaire minimum. « J'aimerais ça que les dirigeants de compagnies au Québec, au lieu de se cacher derrière certains porte-parole, aient le culot de venir dire sur la place publique qu'ils sont contre l'augmentation du salaire minimum. On vient de traverser 12 années de prospérité économique sans précédent », a lancé le président de la FTQ.

Les chefs des deux grandes centrales sont cependant restés sur leur appétit en ce qui a trait au méca-

nisme de révision annuelle du salaire minimum que le gouvernement vient d'instaurer. Ils auraient voulu qu'il s'agisse d'un mécanisme d'indexation automatique. Venus plaider cette cause devant le premier ministre Bernard Landry, en fin de journée hier, ils ont es-suyés un refus.

« On ne partage pas ces vues. On a un mécanisme annuel très rigoureux, qui prend en compte plusieurs paramètres et sous l'angle de ces paramètres (le pouvoir d'achat des travailleurs, la compétitivité des entreprises, l'effet sur l'emploi et l'effet sur l'incitation au travail) il y aura un débat au gouvernement. Avec l'indexation, il n'y a pas de débat. Nous, on veut que ça se fasse suivant des paramètres », a expliqué le premier ministre après la rencontre.

MM. Massé et Laviolette continuent de trouver que le mécanisme de révision annoncé par le gouvernement est insuffisant. « On va continuer à pousser pour avoir des éléments plus précis au niveau de l'indexation », a conclu M. Massé.

La Fédération des femmes du Québec s'est dite heureuse de l'augmentation qui constituait une revendication lors de la Marche mondiale des femmes au Québec. La présidente, Vivian Barbot, a toutefois déploré que cette hausse du salaire minimum survienne « bien tard en plus d'être insuffisante ». « Pourquoi attendre octobre 2002 pour une hausse de 20 cents l'heure, puis de 10 cents en 2003, plutôt que d'augmenter immédiatement les salaires de 30 cents ? En 2001, les femmes représentaient environ 70 % des employés au salaire minimum », a-t-elle commenté.

SALAIRE

Suite de la page A1

2002, et une deuxième de 10 cents l'heure à compter du 1^{er} février. Le salaire des domestiques résidant chez l'employeur sera haussé de 8 \$ le 1^{er} octobre et de 4 \$ de plus le 1^{er} février 2003.

M. Rochon, qui était accompagné de la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, Linda Goupil, a soutenu que cette augmentation « tient compte en outre de la capacité de payer des entreprises et vise à faciliter le recrutement ainsi que le maintien d'une main-d'oeuvre qualifiée et compétente ».

« Cette décision permettra d'améliorer le pouvoir d'achat des 217 000 travailleurs et travailleuses qui sont rémunérés au salaire minimum afin qu'ils puissent eux aussi bénéficier de l'enrichissement collectif. Elle respecte aussi l'engagement que s'est fixé notre gouvernement d'atteindre un juste équilibre entre les besoins des employés et des employeurs du Québec », a-t-il souligné.

La mesure est assortie d'un mécanisme permettant de réviser, chaque année, le salaire minimum, mais pas nécessairement de l'augmenter. « Il ne pourra pas être baissé », a simplement ajouté le ministre, tandis que sa collègue Linda Goupil a souligné que cette augmentation, notamment revendiquée lors de la Marche mondiale des femmes, constitue « un levier

majeur de la stratégie de lutte contre la pauvreté, qui sera annoncée avant l'été ».

Allègement fiscal

Le porte-parole de l'opposition officielle, le député de Mont-Royal, André Tranchemontagne, s'est réjoui de cette annonce. Il aurait souhaité, cependant, qu'elle soit assortie de dispositions pour alléger le fardeau fiscal des petites et moyennes entreprises, « afin que l'économie québécoise reste concurrentielle ».

Il a rappelé que l'an dernier, l'Ontario avait aboli la taxe sur le capital pour les 11 000 PME ontariennes. Le député libéral verrait d'un fort bon oeil l'application d'une même mesure au Québec. Il a également déclaré qu'il aurait aimé que le gouvernement « allège le fardeau bureaucratique et administratif (la paperasse) des PME, ce qui réduirait leurs frais ».

Entre 1992 et 2003, le Québec aura connu neuf hausses du salaire minimum, passant de 5,70 \$ l'heure à 7,30 \$. La dernière hausse avait été de 10 cents, au 1^{er} février 2001, alors que le salaire minimum était à 6,90 \$ depuis octobre 1998. Au moment de cette annonce, en octobre 2000, le chef libéral Jean Charest s'était prononcé contre la hausse de 10 cents, en disant : « J'aurais préféré qu'on s'en tienne à la parité avec l'Ontario. »

FTQ

Suite de la page A1

pour que la Caisse appuie Quebecor en dépit des pressants plaidoyers de Daniel Audet, son ancien chef de cabinet qui était vice-président de Vidéotron.

Sitôt la vente bouclée, M. Audet a été nommé délégué général du Québec à Londres.

Lors de la transaction, le ministre Landry s'était fait rassurant, tablant sur la fiabilité des analyses de la Caisse de dépôt qui donnaient un rendement de 17 %. « Ils connaissent leur métier et le font bien », avait dit M. Landry.

Depuis, avec la chute des titres du secteur des communications, l'achat de Vidéotron par le tandem CDPQ et Quebecor s'est révélé être une catastrophe et la Caisse a fait une radiation de 925 millions de son investissement de 2,2 milliards en mars dernier. Cette transaction dans Quebecor Media est responsable du cinquième du recul de 5 % dans les rendements de l'organisme, le pire depuis le recul de 5,6 % de 1974.

« Les syndiqués de Vidéotron nous expliquaient que la transaction de Rodgers était plus intéressante parce qu'elle s'appuyait sur un échange d'actions, il n'y avait pas les niveaux d'endettement de la transaction appuyée par la Caisse », a expliqué hier le syndicaliste.

Le conflit qui se dessine entre Vidéotron et les 660 techniciens dont le cablodistributeur voulait se départir sera « très difficile », prédit M. Massé pour qui il importe de « dompter » Vidéotron. « S'il

fallait qu'on plie les genoux dans Vidéotron, il y en a quatre ou cinq autres dans le secteur des communications qui feraient des opérations semblables », prévient le président de la FTQ.

À ses côtés, Marc Laviolette, le président de la CSN, aussi membre du conseil de la Caisse de dépôt, tentait de tempérer les choses. Tout en étant « solidaire de la FTQ » dans cette épreuve de force, essentiellement, selon lui, l'achat pouvait se défendre au moment de la transaction. « Ce qu'on a appris par la suite, c'était que l'on avait acheté au haut du marché » et le secteur des communications a encaissé une chute vertigineuse par la suite.

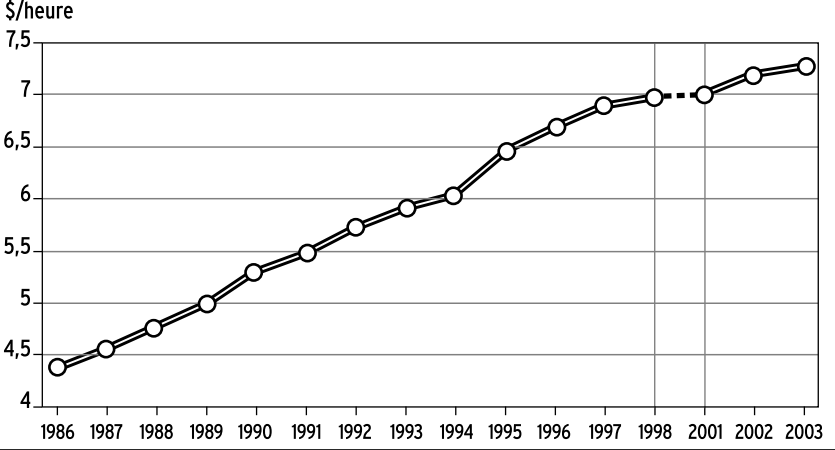
« On a regardé la transaction au mérite. C'était difficile de le savoir alors, mais elle s'est faite au haut du marché, c'était ça le problème. Ça s'est effondré après », a soutenu M. Laviolette, ajoutant que « ce n'est pas parce que ça a été acheté trop haut qu'on doit faire payer les travailleurs ».

M. Massé dit qu'il peut sembler normal de privilégier les intérêts québécois quand ils risquent de passer à des firmes étrangères, mais pas à n'importe quel prix. Ici, déploré-t-il, « c'est toujours le Québec inc., ça se met en marche dès qu'une entreprise extérieure veut acheter une entreprise québécoise. Je suis d'accord que les Québécois doivent posséder leur économie, mais encore faut-il la faire vivre et surtout ne pas vendre à une Québécoise qui va nous démantibuler. »

DU CARACTÈRE!



ÉVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM AU QUÉBEC



Source: Commission des normes du travail

Votre magasin de solutions photos

IMAGE point

Numériquement vôtre !

Nikon COOLPIX 2500
2 mégapixels
• Zoom Nikkor 3X (37-111 mm)
• Écran LCD 1,5 po
• Pile Li-ion rechargeable
599⁹⁵\$

Nikon COOLPIX 5000
5,24 mégapixels
• Zoom Nikkor 3X grand-angle (28-85 mm)
• Écran LCD 1,8 po
• Obturateur 1/4000 à 8 secondes
• Mode manuel
1499⁹⁵\$

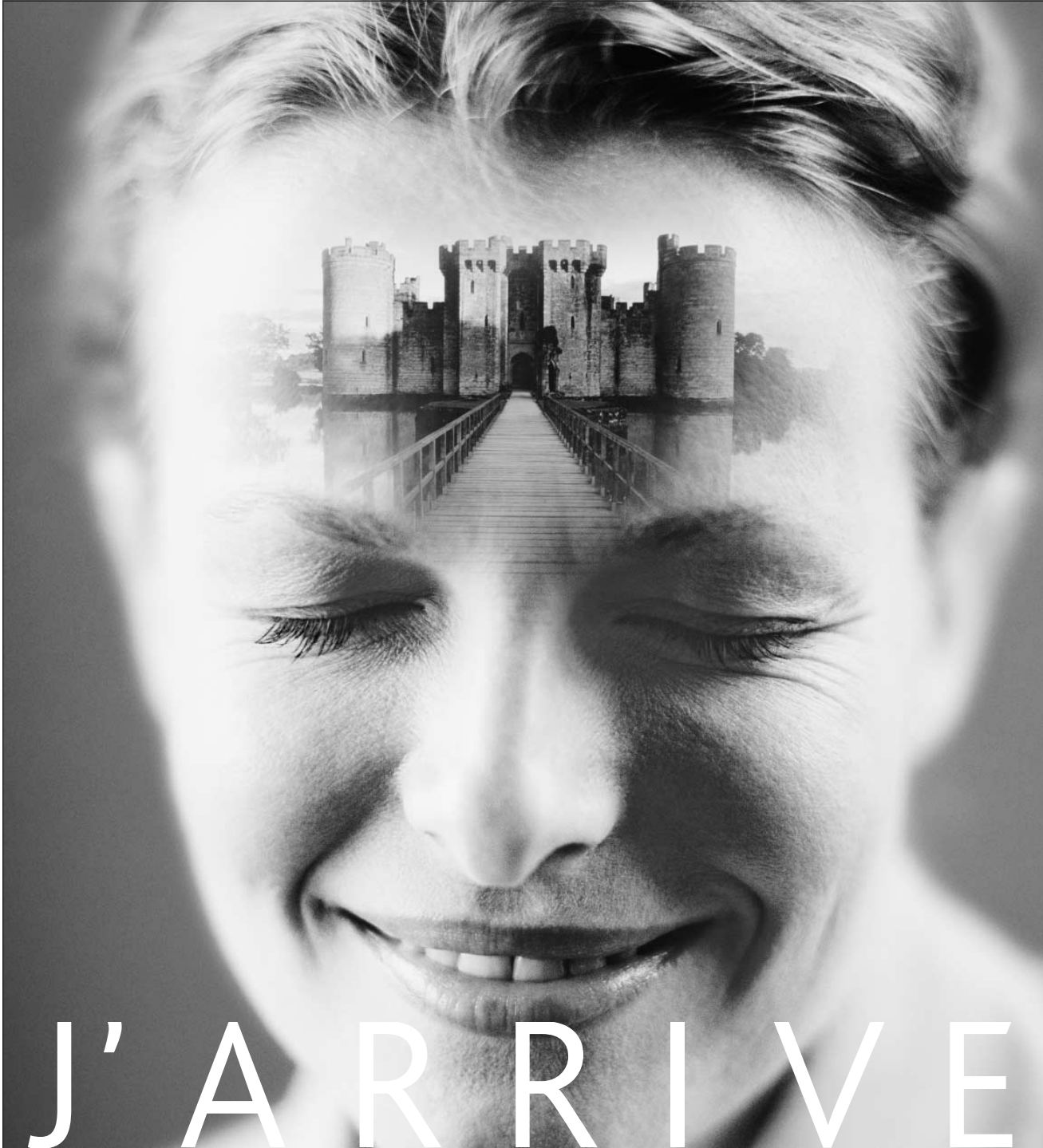
Sacs Lowepro
À compter de **16,95 \$**

Carte-mémoire SanDisk
À compter de **49,95 \$**

Photo • Numérique • Video

1344, boul. Ste-Catherine O. (coin Crescent) 514.874.0824
955, boul. de Maisonneuve O. (coin Mansfield) 514.281.5111

www.imagepoint.ca



J'ARRIVE

Enfin ! L'Europe.

Comblez votre désir d'Europe. Envolez-vous avec Air Canada pour vos destinations européennes préférées, incluant notre tout nouveau service pour Madrid, Glasgow et Manchester. Et, dès le 13 juin 2002, Air Canada vous emmène à Amsterdam, Dublin et Shannon. Réservez maintenant pour obtenir des tarifs avantageux, que ce soit pour ces villes ou pour toute autre destination Air Canada. Quand vous avez l'Europe en tête, pensez Air Canada!

Les tarifs suivants s'appliquent à l'achat d'un billet aller-retour. Montréal, à partir de:

Offre spéciale de lancement

Glasgow/ Manchester 310\$

PAR TRAJET
Dernier départ: 15 juin 2002

Offre spéciale de lancement

Dublin/ Shannon 449\$

Dernier départ: 15 juillet 2002
Doublez vos milles Aéroplan™ entre Toronto et Dublin/Shannon, du 13 juin 2002 au 31 juillet 2002.

Offre spéciale de lancement

Amsterdam 449\$

Dernier départ: 15 juillet 2002
Doublez vos milles Aéroplan entre Toronto et Amsterdam, du 13 juin 2002 au 31 juillet 2002.

Pour réserver, appelez votre agent de voyages ou Air Canada au 1 888 247-2262
Service aux personnes malentendantes (ATS): 1 800 361-8071 ou réservez en ligne au www.aircanada.ca



Destination Europe

3044366A

Ces tarifs ne sont accessibles qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour lequel doit refléter l'itinéraire complet. Tarifs en vigueur au moment de la publication. Applicables aux nouvelles réservations seulement. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, la surcharge du prix du carburant lorsque applicables et les frais d'aéroport ne sont pas inclus. Les billets doivent être achetés au plus tard le 16 mai 2002. Amsterdam, Dublin/Shannon: période de voyage: à partir du 13 juin 2002 et dernière date de départ le 15 juillet 2002. Glasgow/Manchester: achat sept jours à l'avance. La dernière date de départ est le 15 juin 2002. Les billets sont totalement non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Les tarifs peuvent différer selon les dates de départ et de retour. Séjour minimal et maximal, d'autres conditions s'appliquent. Offres du double des milles Aéroplan: pour profiter de ces offres, vous devez être un membre Aéroplan au moment du voyage. Les offres pour l'accumulation de milles Aéroplan s'appliquent uniquement aux segments de vol admissibles assurés par Air Canada. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre offre. Dublin/Shannon: l'offre s'applique au premier vol aller-retour ou à deux allers simples au départ de Toronto. Amsterdam: l'offre s'applique à tout vol effectué entre Toronto et Amsterdam durant la période promotionnelle. D'autres conditions peuvent s'appliquer. **Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada.

3045914

PIERRE FOGLIA

pfoggia@lapresse.ca

Le style

Je lis moins en vieillissant. Enfin, je lis tout autant, mais moins de livres nouveaux. Je relis des vieilles choses. Bukowski, bien sûr. De Ferron, toujours *L'Amélanchier*. Laurent-Michel Vacher (et Jean Papineau) *Dialogues en ruines*. Norman Maclean, *A River Runs Through It*. J'ai changé de rythme aussi. Je lis cinq minutes, je rêve une heure. C'est pour cela que je relis des vieilles choses, je sais par coeur à quelles pages aller pour rêver. *Dialogues en ruines*, page 86, sur le sens de la vie, « fais ce que t'aime, donne le meilleur de toi, élémentaire et tellement difficile ». *La Steppe*, Tchekhov, page 28... « Un milan rase le sol de son vol coulé et soudain s'immobilisa dans l'espace comme s'il méditait sur l'ennui de vivre, puis reprit son vol... »

Je vous parle beaucoup moins de mes lectures. Aussi bien l'avouer, je suis tanné de faire une Oprah de moi-même. Je vous parle d'un livre et hop, vous courez l'acheter. Fait chier... Je suis tanné du malentendu. Je viens de finir un très bon thriller. *Mystic River*, de Dennis Lahane (Rivages). Il y a longtemps que je n'avais pas lu un thriller aussi haletant, c'est pas ça le malentendu, ça me fait plaisir de vous dire emportez-le en vacances, vous ne vous ennuierez pas, même au Nouveau-Brunswick. C'est facile. Je risque rien. C'est de la crème glacée, tout le monde aime ça, tu lèches, c'est sucré.

Par contre, je sais d'avance que vous n'aimerez pas *Voyage au Portugal avec un Allemand*, de Louis Gauthier (Fides). Je ne suis pas sûr d'avoir aimé moi non plus. Même l'auteur a des doutes, il m'écrit en dédicace : « Ce livre dont je ne sais plus quoi penser, amicalement ».

C'est l'histoire d'un type que sa blonde vient de flusser et qui fait exactement ce qu'il ne faut pas faire, un voyage. Je vous le dis tout de suite, c'est une histoire sans aucun intérêt. Et pourtant obsédante. Organique. Un champignon magique. Tu le goûtes : bof. Mais une heure après t'es gelé comme une balle. Deux semaines après, t'es pas encore redescendu. Un climat. Un style. Qu'est-ce que le style ? Ah. Si je vous dis que le style, c'est quand il n'y en a presque pas, vous allez m'accuser d'être à la mode minimaliste. Le style est un mystère. Je ne sais pas ce que c'est. Je sais seulement que des tas de gens, moi le premier, pourraient écrire exactement le même livre que celui-ci et que ce serait pas un champignon magique, ce serait de la tarte aux oeufs, du veau marengo, un pogo, un autre récit de voyage.

Louis Gauthier est le plus timide, le plus dénué de vanité des écrivains québécois, il écrit avec une grande économie de mots, surtout une grande économie d'adjectifs, jamais de tournures tarabiscotées, jamais d'effet, il écrit sec, serré, il dit des choses menues et communes et pourtant, il est là, extraordinairement présent à côté de nous. Tout le temps qu'on le lit, on entend sa voix, un filet de voix, et en même temps qu'on se fout complètement de ce qu'il raconte, on se dit ah ah, c'est donc ça, écrire ? Remarquez, je ne me ferai pas plus idiot que je le suis, je savais que c'était ça, écrire. Écrire, c'est écrire juste. Et écrire juste, c'est ne pas écrire trop.

Pour vous reposer des clowns, disais-je. Un écrivain en *Voyage au Portugal avec un Allemand*. Je sais que vous n'aimerez pas. Vous aimez le style. Je veux dire, vous aimez quand il y en a beaucoup. oui. Moi aussi je vous aime.

Le fun de s'indigner

Je ne me suis pas empêché de parler de l'affaire Zednik, il se trouve seulement que je n'avais rien de neuf à ajouter à ce débat que j'ai suivi avec un intérêt plus ou moins amusé, haussant les épaules le plus souvent, applaudissant parfois, en particulier aux propos de notre chroniqueur invité Mike Bossy qui, dans une chronique prémonitrice juste avant l'incident, affirmait que plus de la moitié des mises en échec dans la Ligue nationale sont inutiles, données à des joueurs déjà hors jeu — hors de la séquence de jeu —, des mises en échec données seulement pour intimider.

Émanant d'un garçon qui a fait une brillante (et intelligente) carrière dans cette ligue-là, cette dénonciation documentée de l'intimidation aurait dû provoquer un débat. Rien. Pas un mot.

Dans son éditorial de samedi, André Pratte affirme en conclusion que la Ligue nationale ne souhaite pas éliminer la violence au hockey, puis il pose la question : Et les amateurs ?

Les amateurs non plus, cher collègue.
C'est bien pour cela que d'une tentative de meurtre à l'autre, la Ligue nationale ne bouge pas : les amateurs aiment quand c'est un peu violent. Et quand c'est un peu trop

violent, ce qu'ils aiment alors, presque autant que la violence elle-même, c'est s'indigner de la violence. De l'ensemble des commentaires sur l'affaire Zednik il émerge non pas une réelle indignation, MAIS UN FORMIDABLE PLAISIR DE S'INDIGNER. Un peu comme lorsqu'on montre des scènes de cul pour dénoncer la pornographie. Voyez comme c'est épouvantable ! Mais quel plaisir de regarder ! Et d'en parler ! Et d'écrire aux journaux. Et de s'indigner : si nos enfants voyaient ça. Tu parles, ils sont couchés, les enfants.

Farceurs, va.

À PROPOS DES OEUFS — Lu sur une boîte d'œufs biologiques (Nutri-Oeuf) : « Nos œufs certifiés biologiques sont produits par des poules heureuses qui ne vivent pas en cage. Les poules jouissent d'une grande liberté dans un poulailler à aire ouverte avec fenestration leur permettant de bénéficier de l'éclairage du jour. Elles ont aussi accès à un parc aménagé à l'extérieur... Les œufs sont ramassés tous les jours à la main, ce qui favorise de meilleurs contacts entre les volailles et l'humain »...

On lit ça, m'écrit Pierre Duguay et on a envie de retirer nos enfants de la polyvalente pour les envoyer dans un poulailler biologique.

À PROPOS DES ARBRES — L'autre jour je vous ai raconté que j'avais planté un figuier. Et bien, il est mort. Peut-être la neige de samedi. Mais plus sûrement le dépaysement. Il s'est vu grandir à l'ombre de ce mur de pierre ou jamais ne courront de lézards et il s'est dit mais qu'est-ce que je fous ici ? Je me suis posé la même question un million de fois depuis que je suis arrivé dans ce pays. N'en suis pas mort autant. Je ne suis pas un foutu figuier, mais je ne serai jamais, non plus, un érable, je veux dire, ne comptez pas trop sur moi pour le sirop.



Photothèque La Presse

**Jean-Claude Germain remettra
« Le grand prix du silence ».**

Radio-Canada: les employés retournent leurs « mépris »

KARIM BENESSAIEH

EN QUÊTE de nouveaux concepts, les employés de la radio de Radio-Canada vont tenir ce midi un « gala à l'envers », selon l'expression d'une porte-parole : ils remettront tous les prix que la direction leur a décernés en janvier dernier.

Les Michel Desautels, Marie-France Bazzo, Monique Giroux, entre autres, viendront rendre à Radio-Canada la statuette de plexiglas en forme de micro qu'on leur a remise en hommage à la qualité de leur animation, de leur travail de recherche ou de leur réalisation.

D'autres reporters avaient également vu leur travail de correspondant à l'étranger récompensé, particulièrement ceux qui ont couvert dans des conditions périlleuses les événements au Moyen-Orient et en Afghanistan.

« Ils vont retourner les prix pour lesquels ils se sont démenés comme des fous, les trophées que nos beaux boss nous ont donnés », dit Ginette Lamarche, du Syndicat des communications de Radio-Canada. On veut ainsi témoigner du ras-le-bol qu'on ressent face à la situation actuelle. »

Chaque gagnant de trophée exposera à cette occasion les raisons qui lui font renvoyer son prix. « Il va y avoir quelques déclarations assez raides », prévoit M^{me} Lamarque.

Comme le vrai gala de janvier dernier, qui a récompensé le travail des artisans de la radio pour l'année 2001, le pastiche de cérémonie baptisé « Gala des mépris » sera animé par Yannick Villedieu et Myra Cree. Jean-Claude Germain viendra à la fin remettre le « Grand prix du silence », précise le syndicat par communiqué, qui annonce une surprise à cette occasion.

cyberpresse.ca

*Tout sur le conflit à
Radio-Canada à
www.cyberpresse.ca/*

www.cyberpresse.ca/

radio-canada



En première classe, les complets d'été Simons



Pure laine froide italienne spécialement tissée pour maximiser la légèreté et offrir un confort accru en été. Style avec pantalon pli solo. Rayures très subtiles sur fond encre. 38 à 46. Rég. 650.00 Chemise 59.95, cravate 55.00

simons

Québec Place Ste-Foy • Galeries de la Capitale • Vieux-Québec, **Montréal** Centre-ville, Promenades St-Bruno, **Sherbrooke** Carrefour de l'Estrie

Un rôle élargi pour les infirmières

Bégin dépose son projet de loi modifiant le Code des professions

PASCALE BRETON

QUÉBEC — Le projet de loi modifiant le Code des professions prévoit un rôle élargi pour les infirmières et leur reconnaît les compétences nécessaires pour effectuer certaines tâches auparavant réservées aux médecins, particulièrement aux urgences.

En revanche, elles acceptent de déléguer certaines responsabilités aux infirmières-auxiliaires, notamment en ce qui a trait à l'injection des vaccins, aux prises de sang et au traitement des plaies.

« C'est un tournant », a lancé le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, Paul Bégin, en commentant hier le dépôt de son projet de loi modifiant le Code des professions et certaines autres dispositions législatives dans le domaine de la santé.

Ce sont les premières modifications majeures apportées à la loi depuis 1973, a ajouté le ministre, rappelant que pendant ce temps, les professions, les techniques et les besoins de la population ont grandement évolué. En plus des médecins, des infirmières et des in-

firmières-auxiliaires, huit autres catégories de professions sont visées par ce projet de loi, soit au total quelque 120 000 professionnels de la santé.

« Ce projet de loi vise à permettre aux professions du réseau de donner toute la mesure de leur savoir et crée les conditions d'une meilleure collaboration interdisciplinaire », a déclaré M. Bégin.

Dans certaines circonstances bien définies, des non-professionnels pourront également prodiguer certains soins, ce qui représente en soi une percée significative, a dit le ministre en faisant directement référence aux aidants naturels.

Le projet de loi confirme donc les médecins dans leur rôle traditionnel, qui consiste à diagnostiquer les maladies pour ensuite déterminer le traitement, tandis qu'il donne aux infirmières un rôle élargi pour l'évaluation aux urgences. Il leur permet aussi de commencer des diagnostics et des traitements selon une ordonnance, d'effectuer dans certains cas le suivi d'un patient et de se spécialiser, notamment en cardiologie et en néonatalogie.

Pour le ministre de la Santé, François Legault, également présent lors de la présentation du projet de loi, il est clair que des économies sont à faire en déléguant certaines tâches qui requièrent moins de spécialisation et de compétence. Le travail sera aussi plus motivant pour les professionnels, tout en allégeant la tâche des infirmières, croit-il.

« Chaque fois que nous allons

déléguer des tâches, nous allons nous assurer que la formation est suffisante, a précisé le ministre. Quand nous disons déléguer vers le bas, nous disons déléguer vers des personnes qui sont compétentes pour poser les gestes. Mais effectivement, ça va soulager les infirmières. »

Certains professionnels devront suivre une formation avant de se voir leurs responsabilités s'accroître, si bien que la mise en place de cette nouvelle organisation du travail s'effectuera graduellement, probablement sur une période de six à 12 mois suivant l'adoption du projet de loi, estime le ministre de la Santé.

Comme prévu, l'administration de médicaments par intraveineuse — une tâche actuellement réservée aux infirmières qui pourrait désormais incomber aux infirmières-auxiliaires — n'est pas incluse dans le projet de loi. Un comité a plutôt été mis sur pied afin de trouver un consensus entre les professionnels qui ne s'entendent pas sur la question actuellement.

Objectif d'efficacité

Satisfait, le président de l'Office des professions, Jean-K. Samson, affirme que le projet de loi répond à un objectif d'efficacité. « Nous parlons ici d'une chasse gardée où le partage était auparavant très faible, où il fallait toujours procéder par des ajustements ponctuels. Nous parlons maintenant d'avantage en fonction des compétences réelles pour que le public puisse accéder aux gens vraiment compé-



Paul Bégin, ministre responsable de l'application des lois professionnelles.

tents, le plus rapidement possible. »

De son côté, la présidente de la Fédération des infirmières du Québec, Jennie Skene, indique que le projet de loi vient confirmer les pratiques qui se font déjà dans les milieux hospitaliers. « En ce qui concerne les infirmières, pour les urgences, on vient confirmer le rôle qu'elles exercent déjà par le triage, mais qui n'était pas prévu à la loi. C'est la même chose pour les professionnels qui travaillent dans le Grand Nord ou les cliniciennes spécialisées. »



L'entreposage des fourrures chez Holt Renfrew

Économisez 20 %

Jusqu'au 31 mai 2002, profitez d'une réduction de 20 % sur tous les services d'entretien des fourrures, y compris l'entreposage, la réparation, la remise à la mode et les retouches.

Pour plus de renseignements quant à notre service de cueillette sans frais et à nos prochaines séances d'information sur la remise en état, communiquez avec le magasin Holt Renfrew le plus près.

HOLT RENFREW

MONTRÉAL (514) 842-0914 WWW.HOLTRENFREW.COM

loto-québec Résultats	
TVA, le réseau des tirages	
Tirage du 2002-05-01	
1^{er} numéro	2^e numéro
734047	945986
25 000 \$	945986
décomposable	non décomposable
3^e numéro	4^e numéro
493205	161219
50 000 \$	100 000 \$
décomposable	décomposable
Tirage du 2002-05-01	
649	649
01 06 25 31 33 43	01 06 25 31 33 43
Complémentaire:	(49)
Tirage du 2002-05-01	
49	49
12 17 28 35 38 39	12 17 28 35 38 39
Complémentaire:	(40)
Tirage du 2002-05-01	
357 0873	357 0873
03 12 15 17 21	03 12 15 17 21
25 26 27 31 38	25 26 27 31 38
47 53 54 58 59	47 53 54 58 59
60 63 66 67 69	60 63 66 67 69
Tirage du 2002-05-01	
NUMÉRO	NUMÉRO
067488	067488
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.	
Si vous avez un problème de jeu...	
MISE SUR TOI 1 866 SOS-JEU	

PRODUCTION PORCINE

Moratoire jusqu'au 15 juin

GILLES NORMAND

QUÉBEC — Le Conseil des ministres s'est rendu hier à la demande de la Fédération des producteurs de porcs et de l'Union des producteurs agricoles (UPA) d'imposer un temps d'arrêt jusqu'au 15 juin 2002 dans la délivrance des certificats d'autorisation pour la production porcine.

Le gouvernement Landry a également accepté de créer un comité de travail qui aura pour mandat de définir les nouvelles normes et les nouvelles règles qui viendront encadrer la production porcine au Québec.

Le comité de travail sera formé de l'UPA, de la Fédération des producteurs de porc, de la Fédération québécoise des municipalités, de l'Union québécoise de la conservation de la nature et de représentants gouvernementaux.

La nouvelle réglementation dont accoucherait le comité devrait être adoptée assez tôt pour entrer en application dès le 16 juin prochain. Entre-temps, le gouvernement présentera un projet de loi dès mardi ordonnant la suspension de la délivrance de nouveaux permis, comme l'ont annoncé hier, en conférence de presse, les ministres de l'Environnement et de l'Agriculture André Boisclair et Maxime Arseneau.

« Nous allons faire en sorte que les demandes qui sont en traitement soient accordées sur la base de nouvelles règles environnementales qui seront définies par le comité de travail (...) Nous nous donnons donc jusqu'au 15 juin pour définir les nouvelles normes et nouvelles règles qui viendront encadrer la production porcine au Québec », a expliqué André Boisclair, ministre de l'Environnement.

Le ministre Arseneau a précisé que les producteurs agricoles étaient très conscients de la réalité. La production porcine est devenue conflictuelle entre les producteurs et plusieurs municipalités au Québec, tout en étant montrée du doigt pour la pollution des cours d'eau et de la nappe phréatique.

Une solution proposée la veille par un groupe de députés du Parti libéral du Québec n'a pas été retenue, notamment parce qu'elle prévoyait qu'on accorde aux MRC le pouvoir d'imposer des moratoires aux producteurs. « Ce qui aurait été invivable », a commenté le président de l'UPA, Laurent Pellerin.

« Ce qu'on cherche, ce sont des solutions pour le développement durable d'une industrie par ailleurs fort importante pour le Québec », a indiqué M. Arseneau, cependant que le ministre Boisclair ajoutait qu'une réflexion plus large était également enclenchée sur l'ensemble de la production agricole.

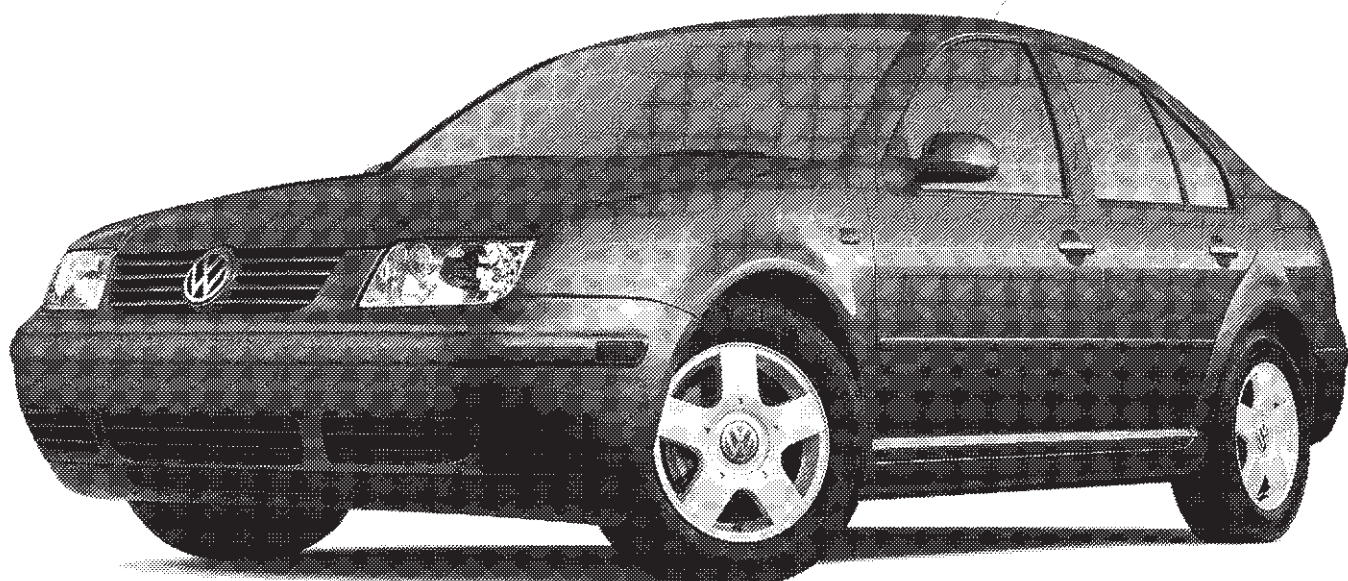
Votre plus belle conquête

Jetta 2002

Financement à l'achat

à partir de **2,9%***

GARANTIE PARE-CHOC À PARE-CHOC DE 4 ANS OU 80 000 KM



Le modèle de base comprend :

Quatre coussins gonflables • Banquette arrière rabattable et divisée 60/40
Roues en acier de 15 pouces* • Freins ABS • Système audio stéréo à huit haut-parleurs • Système d'alarme antivol et antidémarrage

*Les roues en alliage illustrées sont offertes en option

vw.com

Êtes-vous fait pour Volkswagen?



*Taux non applicable à la Jetta TDI. Taux de financement de 2,9% offert pour un terme jusqu'à 24 mois. Autres taux de financement offerts : 3,9% pour un terme jusqu'à 36 mois, et 4,9% pour un terme jusqu'à 60 mois. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance. Offre valable pour un temps limité chez les concessionnaires Volkswagen du Québec seulement. Et comme la Jetta est si précieuse, nous avons même brûlé 25 de ses composantes.

50 ANS
VOLKSWAGEN
C A N A D A

Éducation: le Québec dépense plus que les autres provinces...

... mais moins que les États-Unis

MARC THIBODEAU

EN RAISON d'une hausse marquée de ses dépenses au cours des dernières années, le Québec investit désormais plus d'argent par élève que toute autre province canadienne, indiquent de nouvelles données du ministère de l'Éducation que *La Presse* a obtenues.

Ces mêmes données indiquent que l'écart continue néanmoins de se creuser avec les États-Unis, qui dépensent aujourd'hui 28 % de plus par élève alors que l'écart n'était que de 10 % au début de la décennie.

En dépit de l'effort additionnel des dernières années, 48 des 50 États américains investissent plus d'argent par élève que le Québec.

En 1992-1993, les commissions scolaires de la province dépensaient 5634 \$ par élève alors que les moyennes canadiennes et américaines étaient respectivement de 5613 \$ et 6551 \$. L'Ontario, qui dépensait alors plus que toute autre province, investissait 6114 \$ par élève.

Nouvelle convention

Selon les plus récentes estimations du Ministère, valables pour l'année 2000-2001, le Québec investit maintenant 6761 \$ comparativement à 6588 \$ pour l'ensemble du Canada et 6637 \$ pour

l'Ontario. Les États-Unis versent pour leur part 8686 \$ par élève.

Selon le Ministère, la forte croissance des dépenses du Québec s'explique notamment par l'adoption d'une structure salariale bonifiée pour le personnel enseignant en avril 2000, par l'entrée en vigueur d'une nouvelle convention collective ainsi que par une série de mesures de soutien.

Ces mesures incluent le financement additionnel des services de garde, l'implantation de la réforme de l'éducation, le soutien aux milieux défavorisés ainsi que le versement d'allocations pour diminuer les frais exigés des parents.

Selon le directeur des études statistiques et quantitatives du Ministère, Robert Maheu, la différence croissante entre les dépenses du Québec et celles des États-Unis s'explique en partie par le fait que le rapport élèves-enseignants, calculé en divisant le nombre total d'élèves par le nombre total d'enseignants, est plus élevé chez nos voisins du Sud, soit 14,9 contre 16,2.

Salaire moyen

Le salaire moyen des enseignants, aussi plus élevé aux États-Unis qu'ici, explique une autre partie de l'écart. La différence salariale était de près de 4300 \$ en 2000-2001 en tenant compte des différences du coût de la vie.

Une analyse additionnelle s'imposerait pour obtenir une explication détaillée de l'ensemble de l'écart, note M. Maheu. « Les données budgétaires ne sont pas présentées de la même façon pour les commissions scolaires américaines. Ça complique grandement les comparaisons », dit-il.

Le recul relatif de l'Ontario sous l'angle des dépenses par élève s'expliquerait notamment par les coupes de postes importantes réalisées au cours des années 1990.

M. Maheu fait valoir que les dépenses par élève des commissions scolaires ne sauraient constituer, de toute manière, un indicateur fiable de la qualité de l'éducation prodiguée dans les écoles de la province. « Je crois que c'est au niveau des résultats qu'il faut juger le système », note-t-il.

Épreuves internationales

Le Ministère fait notamment valoir que les enfants québécois font très bonne figure dans des épreuves internationales comme celles qui sont administrées par le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), où ils terminent dans le peloton de tête en lecture, en sciences ainsi qu'en mathématiques.

« Les États-Unis se classent de leur côté dans la moyenne des pays de l'OCDE, même s'ils dépensent beaucoup plus que le Québec », note M. Maheu.

Un prêt hypothécaire qui laisse profiter de la vie.



Le Prêt hypothécaire à taux profitable : 3/4 % de moins que le taux préférentiel TD pendant 5 ans.

À la recherche d'un prêt hypothécaire confortable? Le Prêt hypothécaire à taux profitable de TD Canada Trust vous est offert pendant le terme de cinq ans à un taux garanti qui est de 3/4 % de moins que le taux préférentiel TD*. Vous pourriez économiser des milliers de dollars!

Votre versement reste le même de mois en mois. Il est donc plus facile de faire votre budget. Si les taux d'intérêt baissent, une plus grande part de votre versement est affectée au capital†. Et vous devenez plus vite propriétaire de votre maison.

LE PRÊT HYPOTHÉCAIRE À TAUX PROFITABLE

3,25%
Au 1^{er} mai 2002

Le Prêt hypothécaire à taux profitable peut être converti en tout temps en prêt hypothécaire à taux fixe‡. Si vous le convertissez au cours des douze premiers mois, vous obtenez un rabais de 1 % sur le taux fixe de cinq ans publié alors en vigueur††.

Profitez de la vie dès aujourd'hui avec le Prêt hypothécaire à taux profitable!

Assoyez-vous. Appelez-nous.

1 877 700-2913

www.tdcanadatrust.com/francais



Canada Trust

Pour des services bancaires confortables

Les libéraux misent sur les régions

CAMILLE BEAULIEU
Presse Canadienne

ROUYN-NORANDA — Plus que jamais depuis la déconfiture du Parti québécois dans son ex-château fort de Saguenay, le Parti libéral du Québec semble miser sur les régions pour augmenter sa députation hors des principaux centres du Québec aux prochaines élections.

La circonscription de Saguenay où s'est tenue une élection complémentaire qui a permis à un deuxième député de l'Action démocratique d'être élu, « était à notre portée, jusqu'à ce que le PQ s'écrase », a déclaré le chef libéral à l'issue d'une tournée de deux jours en Abitibi. Il a promis de s'engager sur la voie de la double décentralisation des budgets et des centres de décisions.

« Les régionaux sont parfaitement capables de se développer sans le grand frère à Québec, qui revoit chaque décision par-dessus l'épaule. Il y a une frustration immense des populations des régions », a déclaré le chef libéral à l'issue d'une tournée de deux jours en Abitibi. Il a promis de s'engager sur la voie de la double décentralisation des budgets et des centres de décisions.

« Prenons les redevances sur les ressources naturelles. On veut qu'il y ait un plus grand pourcentage de ces fonds-là qui reviennent en régions. Et qu'il y ait des instances décisionnelles autonomes en régions sur leur administration », a-t-il dit.

Pénuries de médecins, développements hydroélectriques, mégaporcheries, incinérateurs de BPC, autant de dossiers cruciaux hors des grands centres et avec lesquels le chef libéral jongle avec une certaine aisance.

C'est ainsi que le projet d'un incinérateur de sols contaminés aux BPC à Kirkland Lake, tout près du Témiscamie et du sud abitibien, doit, selon lui, faire au préalable l'objet d'une sérieuse évaluation environnementale de concert avec l'Ontario. Le chef libéral affirme s'inquiéter de la propension de « gens du Sud » à considérer le Nord comme territoire potentiel d'enfouissement de déchets.

« Ils ont une perception totalement fautive de ce que nous sommes dans les régions. Comme si c'était un territoire totalement vide, sans autre valeur que de nous envoyer des déchets », a-t-il fait valoir.

Pour pallier les pénuries médicales, clame encore le chef du PLQ, Québec doit remplacer le formalisme bureaucratique existant par le respect des besoins de chaque région. « Pour le PQ, une région semble exister 30 jours au quatre ans », a-t-il déploré.

C'est pourquoi 12 régions administratives sur 17 au Québec sont en déclin démographique, selon lui. Des régions dont le développement à long terme passe par : « Une plus grande part des redevances des ressources naturelles ; le développement des infrastructures de transport ; et le soutien des infrastructures dans les domaines de la santé et de l'éducation. »

Au coeur de ce complexe se cache une plaque tournante de la défense antioxydante.

Le coeur de Phytobec possède un système majeur de protection contre les radicaux libres, responsables du vieillissement. Une de ses activités protectrices est très dépendante de l'apport nutritionnel en sélénium. Le sélénium dans la formule Phytobec n'est qu'un anti-radicaux libre. On compte neuf autres anti-radicaux libres parmi les quarante éléments constitutifs anticarcinogènes de Phytobec.

Prévoir le vieillissement précoce... c'est peut-être le moment?

Phytobec : science et Vie

Un produit

Bio-Actif

Montréal : (514) 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777

Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Estrie : (819) 823-3322

Fin de semaine JUMELLES

3 mai 14h à 21h et 4 mai 10h à 16h

Venez rencontrer un de nos spécialistes qui se fera un plaisir de vous démontrer nos grandes marques de jumelles.

Nikon® ACTION VI 8X40 CF

- Jumelles performantes
- Grossissement 8X
- Idéales pour l'observation des oiseaux
- Champ de vision large
- Lentilles asphériques

179⁹⁹ \$

Incluant étui et courroie.



Nikon® SPORTER 8X36

- Jumelles idéales pour l'observation d'oiseaux
- Grossissement de 8X
- Résistantes à l'eau
- Prisme en toit

239⁹⁹ \$

Incluant étui et courroie.



Nikon® SPOTTER XL

Lunette d'approche

- Grossissement de 16 x 47 - 60 mm
- Compact, robuste et étanche
- Idéal pour l'ornithologie

589⁹⁹ \$

Incluant étui et courroie



L.L. Lozeau

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE

ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE

(514) 274-6577 | 6224, St-Hubert

www.lozeau.com | Montréal, Québec

Valide jusqu'au 16 mai 2002

BEAUBIEN

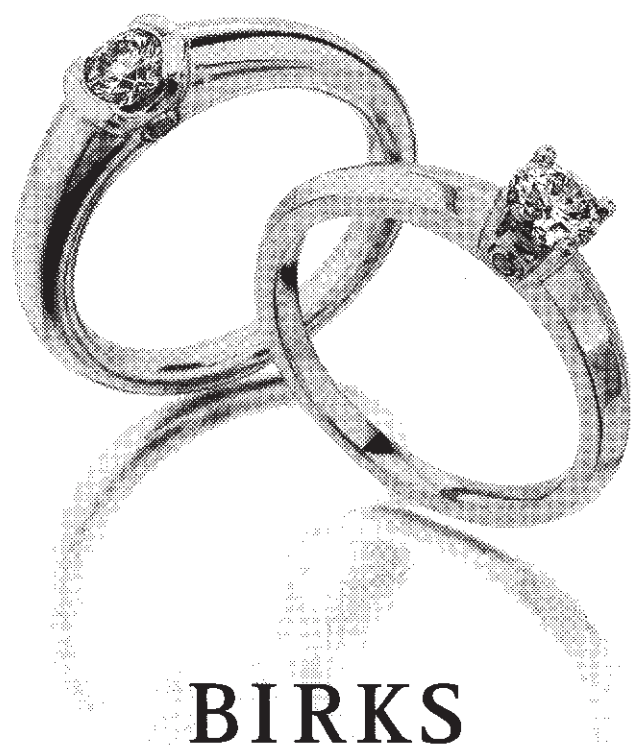
accord D

Photos peuvent différer.

Est-ce que je rêve ?
L'émotion en boîte.

Exclusives à Birks, bagues de fiançailles à solitaire avec saphir signature, à compter de 1 450 \$.

Certains modèles sont sertis de diamants canadiens Birks.



BIRKS

DIAMANTS, depuis 1879



1240, Square Phillips 397-2511 • Fairview Pointe-Claire
Centre Rockland • Carrefour Laval • Promenades St-Bruno
1 800 682 2622 www.birks.com

Livraison locale gratuite. Future Shop se fera un plaisir d'effectuer la livraison à votre porte! Plus de détails en magasin.

24 MOIS

AUCUN INTÉRÊT*

sur tous les gros électroménagers Maytag, Whirlpool, GE, Frigidaire et LG

* Avec la nouvelle carte Future Shop. Sur approbation du bureau de crédit. Des frais mensuels seront portés à votre compte pendant 24 mois en versements égaux calculés selon le prix d'achat effectif. Toutes les taxes applicables doivent être payées lors de l'achat. Les offres de financement prolongé ne s'appliquent pas aux achats effectués à FUTURESHOP.ca. Plus de détails ci-dessous.



MAYTAG
Lave-vaisselle de luxe et exclusif

- 11 commandes électroniques à coussinets tactiles
- 60 jets, 3 niveaux de lavage
- Capteur IntelliClean
- Insonorisation Quiet Pack III

MD87160AWW 99852788

ÉPARGNEZ 70\$ MAINTENANT SEULEMENT

▶▶ 629⁹⁹

APRÈS RABAIS

699,99\$ - 70\$ rabais instantané = 629,99\$



MAYTAG
Laveuse à grande capacité

- Tambour grand format d'une capacité de 3,3 pi. cu.
- Moteur à 2 vitesses
- 10 cycles avec rinçage tiède

99850230 PAV2300

▶▶ 629⁹⁹

SOLDE



Tiroir-support de rangement offert en option vendu séparément

Whirlpool
IMAGINEZ...

Ensemble Duet^{MC} pour la lessive avec chargement à l'avant

- Cuve de lavage à gigantesque capacité de 3,7 pi. cu.
- Système de lavage Catalyst^{MC}
- Remarquable pouvoir détachant
- Commandes faciles à utiliser

GHW9100LQ 10010376

ÉPARGNEZ 100\$ MAINTENANT SEULEMENT

▶▶ 1399⁹⁹

APRÈS RABAIS INSTANTANÉ EN MAGASIN



MOFFAT
Sécheuse à très grande capacité

- Tambour de 6 pi. cu.
- 5 programmes
- Choix de 4 températures

35351009 RUXR453

▶▶ 329⁹⁹

SOLDE



Exclusivité Future Shop

GE
Lave-vaisselle Nautilus de GE

- 5 programmes avec 6 options
- Moteur silencieux
- Broyeur Piranha pour les aliments solides
- Insonorisation QuietDesign

10000939 GSD3324FWW

ÉPARGNEZ 30\$ MAINTENANT SEULEMENT

▶▶ 399⁹⁹

APRÈS RABAIS

429,99\$ - 30\$ rabais instantané = 399,99\$



Frigidaire
GALLERY
Cuisinière en acier inoxydable

- Commandes électroniques du four
- Four à convection autonettoyant
- Zone et tiroir de réchauffement
- Acier inoxydable

CPLF398AC 10010190

ÉPARGNEZ 100\$ MAINTENANT SEULEMENT

▶▶ 1799⁹⁹



Frigidaire
Réfrigérateur de 23 pi. cu. de luxe côte-à-côte avec système de filtration interne pour l'eau

- Distributeur d'eau et de glaçons avec le filtre interne Puresource
- 3 tablettes en verre anti-éclaboussures
- 2 tiroirs-fraîcheur transparents dont l'un avec hygrostat
- Casiers réglables pour récipients d'un gallon dans la contre-porte

FRS23R4W 10009610

ÉPARGNEZ 100\$ MAINTENANT SEULEMENT

▶▶ 1449⁹⁹

APRÈS RABAIS

1549,99\$ - 100\$ rabais instantané = 1449,99\$



Profile
Réfrigérateur superposé de 18 pi. cu.

- Noir sur noir grand style
- Tablettes réglables anti-éclaboussures aidant à contenir certaines éclaboussures
- Tiroirs-fraîcheur réglables avec hygrostat pour des conditions optimales de rangement
- Double éclairage des aliments frais pour une constatation facile de l'inventaire

TCX18PADBBC NOIR 10013138
TCX18PADWWVC BLANC 10013137

ÉPARGNEZ 300\$ MAINTENANT SEULEMENT

▶▶ 1149⁹⁹

APRÈS RABAIS

1449,99\$ - 300\$ rabais instantané = 1149,99\$

AUSSE OFFERT EN BLANC 1249,99\$ ÉPARGNEZ 200\$



Inglis
APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS

Réfrigérateur de 16 pi. cu. à tablettes de verre

- Tablettes réglables en verre trempé
- Tiroirs-fraîcheur transparents EZ-Vue^{MC}
- Plateau transparent pour la viande
- Mini-tablette congélateur

IKT16230 10009269

Cuisinière de grande valeur

- Style encastré
- Surface de cuisson basculante
- Horloge électronique
- Prise pour petits électroménagers

IHE3130 10009851

ÉPARGNEZ 50\$ MAINTENANT SEULEMENT

▶▶ 499⁹⁹

▶▶ 699⁹⁹

APRÈS RABAIS

749,99\$ - 50\$ rabais instantané = 699,99\$



MAYTAG
La fiabilité légendaire de Maytag

- Réfrigérateur de format familial de 19 pi. cu.
- Largeur de moins de 30 po • Arrière sans serpent
- Tiroirs-fraîcheur transparents à hygrostat

PTB1952GRW 10008256

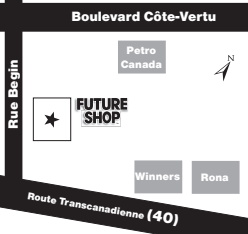
ÉPARGNEZ 50\$ MAINTENANT SEULEMENT

▶▶ 739⁹⁹

APRÈS RABAIS

789,99\$ - 50\$ rabais instantané = 739,99\$

Maintenant ouvert à deux pas de la Place Vertu 3820, boul. Côte-Vertu (514) 331-7877



FUTURESHOP
Ouvert jusqu'à 21 h tous les jours de la semaine

Prix et produits en vigueur du 1er au 7 mai 2002. Une offre par client, aucun détaillant, ne peut être jumelée à une autre promotion, ne s'applique pas aux achats antérieurs. Voir détails en magasin.

* Sur approbation du bureau de crédit pour les achats effectués avec votre carte Future Shop. Pour nos options «aucun intérêt»: l'intérêt est calculé tous les mois au taux de 28,8 % et sera éliminé à condition que: (1) les mensualités minimales soient versées et (2) le solde soit payé d'ici la fin de la période couvrant l'offre sans intérêt. Pour nos options «aucun paiement, aucun intérêt»: l'intérêt est calculé tous les mois au taux de 28,8 % après la fin de la période de promotion. Pour nos options «versements égaux, aucun intérêt», une mensualité sera débitée sur votre compte jusqu'à la fin de la période couvrant l'offre et celle-ci sera payable au complet avant la date d'échéance mensuelle. Les taxes applicables doivent être payées lors de l'achat, sauf pour notre option «aucun intérêt pendant 90 jours». **POLITIQUE PUBLICITAIRE:** Là où des rabais ou crédits de programmation sont indiqués, toutes les taxes devant s'appliquer sont calculées et doivent être payées sur le prix avant rabais ou crédit. Les frais d'affranchissement appropriés doivent être payés pour les remises postales. Les remises payables en dollars américains sont sujettes aux fluctuations dans la valeur des devises et peuvent faire l'objet de frais de traitement par les banques canadiennes. Future Shop n'est pas responsable des remises postales des fabricants. La disponibilité des produits varie selon le magasin. © 2002, Future Shop Ltée. Tous droits réservés. Le présent document ne peut être reproduit ni en tout ni en partie, ceci incluant l'information sur les prix, sous quelque forme que ce soit et par quelque procédé que ce soit sans l'obtention préalable d'une autorisation écrite de Future Shop. Les prix, produits et offres annoncés par l'InterBoutique de notre site web peuvent différer de ceux offerts dans les magasins Future Shop. **INTEL:** Intel, le logo «Intel Inside», Pentium et Celeron sont des marques déposées ou des marques de commerce de la corporation Intel ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays.

Jean Chrétien s'attend à un vote de confiance sans équivoque

Les prochains mois seront mouvementés au PLC en prévision du congrès au leadership

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA – Des organisateurs de Jean Chrétien estiment que le premier ministre devra se satisfaire de l'appui d'environ 80 % des militants libéraux qui se prononceront sur son leadership lors du prochain congrès du Parti libéral qui aura lieu en février.

M. Chrétien doit soumettre son leadership à un vote de confiance des militants lors du congrès qui suit la tenue d'élections générales, comme le stipulent les règlements du parti.

Craignant que les partisans du ministre des Finances Paul Martin, son éternel rival au sein du parti, profitent de ce congrès pour le forcer à tirer sa révérence, M. Chrétien a déjà assemblé son équipe d'organisateurs à l'échelle du pays afin d'obtenir un vote de confiance sans équivoque.

En tout, le chef du gouvernement libéral compte amasser la somme de 1,5 million de dollars afin de s'assurer du succès de cette grande opération d'organisation, selon des informations publiées hier par le *National Post*.

Mais des organisateurs interrogés hier ont confié à *La Presse* que M. Chrétien obtiendra vraisemblablement un vote de confiance de 80 % des militants, soit un score moins éclatant que les 91 % obtenus lors du congrès de 1998.

« Nous sommes confiants, mais nous sommes aussi réalistes. À l'heure actuelle, sept militants sur 10 que nous avons consultés disent qu'ils appuieront le chef. Nous pouvons obtenir un score de 80 %. Mais il faudra travailler fort », a déclaré un organisateur de M. Chrétien, qui a requis l'anonymat.

Un député libéral de l'Ontario, qui a aussi requis l'anonymat, a également indiqué que les militants du parti signifieront leur appui au chef dans une proportion d'environ 80 %.

Les partisans de Paul Martin à l'oeuvre

Selon un partisan de M. Chrétien, les prochains mois seront mouvementés au sein du PLC compte tenu que les forces du camp Martin sont à l'oeuvre dans plu-

sieurs provinces afin de forcer le premier ministre à passer le flambeau au ministre des Finances avant le prochain scrutin.

Un membre influent de l'aile albertaine du PLC, Daryl Fridhandler, a clairement fait savoir le mois dernier que les libéraux en Alberta voteront contre leur chef. L'aile albertaine du parti est contrôlée par le camp Martin, tout comme celles de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan, qui comptent aussi exprimer leur désir de voir M. Chrétien tirer sa révérence au

profit de M. Martin, selon plusieurs sources libérales.

M. Chrétien, qui a déjà indiqué avoir l'intention de rester en poste au moins jusqu'en avril 2003 afin de célébrer son 40^e anniversaire de vie politique et songe toujours à solliciter un quatrième mandat, a confié à plusieurs ministres influents de son cabinet le soin de veiller à ce que les militants du parti l'appuient en grand nombre au prochain congrès.

Le ministre de la Justice, Martin Cauchon, et son collègue de l'Im-

migration, Denis Coderre, s'attellent à cette tâche au Québec tandis que les ministres des Pêches, Robert Thibault, des Transports, David Collenette, et des Ressources naturelles, Herb Dhaliwal, en font autant dans les Maritimes, en Ontario et en Colombie-Britannique respectivement.

M. Cauchon, qui est le lieutenant politique de M. Chrétien au Québec, a rencontré cette semaine à Ottawa certains organisateurs du parti, dont Marc-Yvan Côté et Benoît Corbeil, afin de faire le point

sur l'humeur des militants du Québec à l'endroit de M. Chrétien.

M. Chrétien a aussi invité ses proches collaborateurs des dernières campagnes électorales — l'homme d'affaires montréalais John Rae, l'avocat torontois David Smith, et l'ancien directeur des opérations du bureau du premier ministre, Jean Carle, qui était jusqu'à tout récemment employé du Festival Juste pour rire de Montréal — à reprendre du service en prévision du vote de confiance qui aura lieu au prochain congrès.

NOUVEAU CLUB PISCINE

SUPER Fitness

3 ADRESSES

CHOMEDEY LAVAL
3615, Autoroute Laval Ouest (450) 973-7733 #230

LONGUEUIL
500, place Trans-Canada (450) 674-9187

PIERREFONDS
14920, boul. Pierrefonds (514) 696-2582

Pour un style de vie différent !

CLUB PISCINE SUPER FITNESS vous offre

- Plus de 60 appareils
- Équipement de première qualité
- Expertise et professionnalisme
- Représentants spécialisés
- Service de livraison et d'installation

POUR UN TEMPS LIMITÉ, NE PAYEZ RIEN AVANT 2003 !*

CENTRE D'ENTRAÎNEMENT À LA MAISON
Vélo stationnaire • Tapis roulant • Machine elliptique

Vélo vertical **MIRAGE** de Louis Garneau

3 appareils pour aussi peu que 2999\$* /mois

Machine elliptique **PFEL3901** de ICON

Tapis roulant **WCTL9006** de ICON

MEILLEUR BAS PRIX GARANTI

GRAND CHOIX DE VÉLOS STATIONNAIRES

Vélo stationnaire **SIVA** de Louis Garneau

Plus de 19 modèles disponibles, dans des marques prestigieuses :

Bodyguard Louis Garneau
Tunturi Vision Fitness Wynne

À partir de 299\$

Grande sélection de suppléments alimentaires

MYOPILEX CEAS
ESCIPIER PROTEIN WHEY

* Certaines conditions s'appliquent. Voir détails en magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Taux d'intérêts sujets à changement sans préavis.

3041055A

3041059

***Aéropian est une marque déposée d'Air Canada.

Qui voyage voyagera.

Voici le seul site de voyage qui vous offre une partie de votre prochain voyage chaque fois que vous voyagez. Seul Destina.ca vous permet d'accumuler des milles Aéropian^{MD} avec plus de 450 transporteurs aériens, 53 000 hôtels et les plus grandes agences de location de voitures. Réservez en ligne dès maintenant et découvrez une façon simple, sécuritaire et qui vous récompensera de voyager.

Le seul site de voyages offrant des milles Aéropian pour tout achat.



REPORTAGE PUBLICITAIRE

Focus sur les affaires électroniques

Quatrième partie

Réduire les coûts de son site Web grâce à l'hébergement partagé

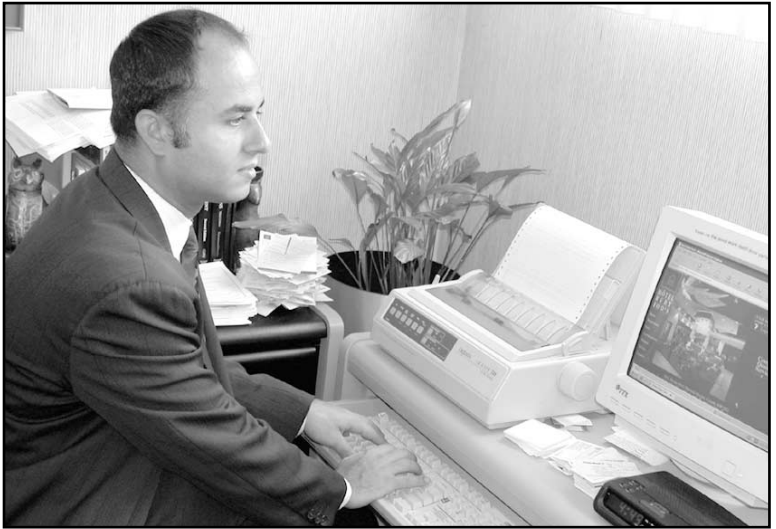
Les PME peuvent enfin s'offrir un site Web interactif à moindres frais afin de mieux servir leurs clients.

Par Charles Jean Sucsan

Pour une PME, il est maintenant relativement facile de développer un site Web statique dans le but de communiquer avec des clients potentiels. C'est probablement pourquoi un grand nombre d'entreprises l'ont déjà fait. En faisant appel à ses propres ressources ou encore aux services d'une petite entreprise Web, l'entreprise peut concevoir une page Web et l'afficher sur Internet, comme sur un babillard, avec l'espoir qu'elle saura plaire et attirer l'attention de clients éventuels.

Malheureusement, une configuration de site Web aussi simple ne permet pas de créer d'interaction. Le client qui visite un tel site risque d'utiliser d'autres moyens comme le téléphone, le fax ou le courriel pour communiquer avec l'entreprise. Et, les petites entreprises ont rarement les ressources financières ou techniques pour créer leur propre site Web interactif pour contrer cette situation.

Ces limites placent les PME dans une position désavantageuse et les empêchent de tirer profit du plein potentiel de leurs ressources Internet. "Le Web permet aux individus et aux organisations de ratisser large pour rejoindre un public très ciblé", affirme Ray McKenzie, consultant en gestion et auteur de The Relationship-based Enterprise qui ajoute que les clients peuvent interagir avec une entreprise par Internet uniquement si le site Web de celle-ci comprend une fonction d'interactivité avec la clientèle. Compte tenu des coûts et des difficultés que cela implique, plusieurs PME ont dû se résigner à mettre de côté ce type de fonction.



De l'achat en ligne au service à la clientèle, les entreprises peuvent personnaliser leur site Web pour répondre aux besoins de leur marché.

Harnacher la puissance d'Internet

Jusqu'à récemment, ce dilemme a empêché les PME de tirer pleinement profit de la puissance d'Internet pour interagir avec leurs clients. Mais grâce à la solution en réseau développée par Bell, ces entreprises disposent maintenant d'une alternative économique et fiable.

Les entreprises de toutes dimensions peuvent dorénavant impartir leurs besoins en hébergement Web à Bell, sans à avoir à investir dans leur propre technologie ou engager de personnel supplémentaire pour gérer ou faire la maintenance du service. Pour les petites et moyennes organisations en particulier, le service d'hébergement de site Web de Bell permet de construire et de maintenir un site Web interactif en utilisant un serveur Internet partagé. Comme les ressources Web sont partagées, les entreprises bénéficient d'économies d'échelle, déboursant aussi peu que 35 \$ par mois pour une solution d'hébergement Web à la fois puissante et flexible.

L'entreprise compte sur sa propre expertise ou fait appel à un concepteur Web pour créer et mettre à jour ses propres pages Web en agençant à la fois les textes et les éléments visuels. En fait, Bell peut même recommander des concepteurs Web qualifiés pour réaliser le travail. Les entreprises peuvent ajouter des fonctions personnalisées à leur site Web afin de répondre aux besoins de leur marché, que ce soit pour l'achat en ligne, le dépannage ou le service à la clientèle.

"Nous fournissons le réseau, la technologie et le support, dit May Scally, vice-présidente, Affaires électroniques chez Bell Canada. Ainsi, beaucoup plus de clients peuvent s'offrir ces solutions, sans avoir à en assumer les risques."

Des sites Web accessibles en tout temps

Alors que Bell assure la gestion du réseau et maintient son centre de données Internet à la fine pointe de la technologie, les PME peuvent se consacrer à leur activité principale avec l'assurance que leurs clients pourront accéder à leur site Web en tout temps.

Bell s'est aussi assurée que son service d'hébergement Web soit évolutif afin de permettre à la petite entreprise de démarrer et d'opérer son site sur le réseau de Bell en toute facilité. Ainsi, une compagnie peut débiter modestement et opter graduellement pour des services de plus en plus sophistiqués et ajouter de nouvelles fonctions sans interrompre son service Web. Parallèlement, Bell garantit la gestion et la surveillance du réseau en mode continu.

"Le service d'hébergement Web de Bell permet aux clients de diminuer les frais liés à la gestion des technologies de l'information, souligne Jean-Marc Nantais, directeur général marketing chez Bell. L'hébergement Web est une extension naturelle de la capacité de Bell à produire des solutions de connectivité."

Aucun coût ou risque additionnel

En bref, le service d'hébergement Web de Bell soulage les entreprises du fardeau et des dépenses reliés à la mise en place de la technologie, à l'achat de serveur, à l'installation des logiciels et au bon fonctionnement du système. En coulisses, selon les besoins, Bell assure la maintenance et la mise à jour de ses serveurs, équipements informatiques et logiciels de courriel ainsi que de ses bases de données. En conséquence, les entreprises peuvent tirer pleinement profit des dernières technologies sans encourir de frais ou de risques supplémentaires. "Tout cela revient à aider les clients à bien s'occuper de leurs applications Web, dit Jean-Marc Nantais, et à leur permettre d'interagir avec Internet en toute confiance et en toute sécurité."



3048875

Une dramaturge québécoise fait courir les foules au Liban

La pièce de Carole Fréchette nous fait pénétrer au coeur des déchirures du Liban

Notre reporter poursuit sa tournée des principaux pays du monde arabe afin d'y recueillir les réactions des peuples et de leurs dirigeants face à la crise israélo-palestinienne. Aujourd'hui, une pièce de théâtre aux accents de réalité.



GILLES TOUPIN
envoyé spécial
AU LIBAN

BEYROUTH — « On ne peut plus vivre comme ça ! » hurle la femme. L'homme, rencontré dans un camp de réfugiés palestiniens, venait de lui dire longuement que certains jours, sous le soleil, il lui arrivait de regarder ses enfants et de trouver un peu de bonheur dans leurs cabriolets. Mais le plus souvent, excédé, il ne voyait que les murs du camp, les mêmes depuis 50 ans. Il venait de lui dire qu'il n'avait qu'une vie et qu'il l'avait vu filer en regardant ces murs de béton. Près de la mer, dans la minuscule Théâtre de Beyrouth, la pièce de la Canadienne Carole Fréchette, *Le Collier d'Hélène*, fait courir tout le Liban. La dramaturge, qui est la soeur de la sous-secrétaire générale des Nations unies, Louise Fréchette, raconte l'histoire d'une congressiste venue d'un lointain pays du Nord qui a perdu son collier de perles et qui, avec l'aide du gentil chauffeur de taxi nommé Nabil, part à la recherche de son bien dans une ville qui tente de panser ses plaies après des années de guerre. Les rencontres qu'elle fera nous font pénétrer au coeur des déchirures du Liban.

« On ne peut plus vivre comme

ça ! » lance la voix brisée Hélène en s'avancant vers les spectateurs à la fin de la pièce.

Le lendemain, avec Philippe le chauffeur de taxi, nous roulons vers Saïda au sud le long de la Méditerranée. Dans un village, sur chaque poteau de téléphone, les images peintes des martyrs du Hamas qui se sont sacrifiés pour la cause palestinienne se succèdent. Dans la campagne, le soleil qui se mire dans la mer bleue baigne des plantations de citronniers, de bananiers, d'orangers et de figues de barbarie à perte de vue. Cette luxuriance lumineuse et ce paradis ne nous préparent pas à ce que nous nous apprêtons à voir à Borj Al-Shamali, l'un des 10 camps de réfugiés palestiniens qui parsèment le Liban.

Borj Al-Shamali est un cloaque à ciel ouvert, nauséabond, pauvre, surpeuplé de ses 70 000 réfugiés démunis qui s'entassent dans des constructions de fortune en tôle ou en béton où les ruelles ont moins de deux mètres de largeur. Dans ce labyrinthe, des hommes et des femmes attendent depuis 50 ans de pouvoir rentrer chez eux, en Palestine. Les enfants, dans leurs jeux insouciantes et leurs rires, ne savent pas encore qu'ils sont de la troisième génération de réfugiés.

Ali, 75 ans, est venu à Borj Al-Shamali en 1956. En 1948, il a été chassé de sa terre en Israël. Il vit dans un galetas de tôle. Il n'a pas de travail. « Nous avions des biens, dit-il. On nous a dépouillés de tout. Nous vivons comme des misérables. Il n'y a pas de travail ici pour moi, les Libanais ne le permettent pas. Ma vieille femme fait des ménages pour nous nourrir. »

La question des camps de réfugiés palestiniens au Liban est au coeur de la résolution du conflit israélo-arabe. Le Liban compte 350 000 réfugiés palestiniens selon certains, 700 000 selon d'autres. Ils ont été chassés d'Israël et de Palestine en 1948. Le Liban est un minuscule pays de 10 000 km carrés. L'équilibre confessionnel et politique entre ses 19 communautés est fragile. « C'est pourquoi il y a unanimité au Liban sur le retour des Palestiniens, dit Fares Bouez, un député maronite qui préside l'Association parlementaire canado-li-

banaise. Jamais nous ne signerons la paix si cette condition n'est pas remplie. Dans un pays où il n'y a pas un mètre carré de libre, garder les Palestiniens donnerait un poids démesuré aux musulmans libanais. C'est impossible. Et comment voulez-vous qu'on les garde alors que l'État libanais ne peut même pas donner l'éducation gratuite et un système de santé public à ses 4 millions de citoyens ? »

Michel Eddé, grand spécialiste de la question palestinienne depuis 50 ans et qui a occupé cinq fois des portefeuilles ministériels au gouvernement, est du même avis. Ce célèbre politicien libanais rejette l'idée répandue chez certains Israéliens que le Liban pourrait devenir la patrie de rechange des Palestiniens. « Que les Israéliens ne viennent pas nous dire qu'ils n'ont pas l'espace vital pour les accueillir, poursuit Michel Eddé, ça ne tient pas. À Singapour, ils sont quatre millions et demi sur 680 km carrés et ils sont très prospères. »

« Les Libanais, soutient Michel Eddé, ne sont pas contre l'État d'Israël et contre les juifs. Moi-même je soutiens la cause palestinienne et je suis philosémite. Mais mes amis juifs sont paniqués devant les actions de Sharon, tous. Je viens de les visiter à Baltimore et à Washington. Ils sont antisionistes. Les sionistes sont des assassins et des racistes. Ce n'est pas un mouvement religieux. Ils veulent expulser tous les Palestiniens parce qu'ils sont arabes. C'est une honte. »

En attendant, comme l'a crié le personnage principal de la pièce de Carole Fréchette, les Palestiniens ne peuvent plus vivre comme cela, surtout au Liban où l'État ne leur reconnaît aucun droit, surtout pas celui du travail. « En raison de la situation économique, nous affirme Samira Salah, membre du Parlement palestinien et responsable au sein de l'OLP de la question des réfugiés, ce sont les Palestiniens qui paient les premiers les pots cassés. C'est ridicule cette façon de faire du gouvernement libanais. Le droit de vivre dans la dignité est un droit fondamental et cela ne remet pas en cause le droit sacré au retour. Alors pourquoi cette dureté et cette intransigeance des Libanais envers les Palestiniens ? »

Les Libanais indignés du rappel de l'ambassadeur du Canada

GILLES TOUPIN

BEYROUTH — La classe politique libanaise se dit outrée de la décision du Canada de rappeler cet été son ambassadeur au Liban, Haig Sarafian, pour le remplacer par un inconnu seulement deux mois avant le Sommet de la francophonie qui doit se tenir à Beyrouth à l'automne.

« Nous sommes indignés », a déclaré à *La Presse* Michel Eddé, le principal actionnaire du quotidien libanais *L'Orient, le Jour* et politicien influent au Liban. M.

Eddé affirme, à l'instar de plusieurs politiciens libanais, qu'il ne veut nullement s'ingérer dans des affaires strictement canadiennes, mais qu'il trouve inconcevable que M. Sarafian soit rappelé au moment où le Sommet de la francophonie a le plus besoin de son expertise et de ses connaissances.

« C'est comme si vous écartiez le Canada du rôle majeur qu'il a tenu à ce jour dans l'organisation de ce sommet, affirme M. Eddé, pour laisser tout le terrain à la France, l'autre acteur principal de

la rencontre de Beyrouth. Que cherche-t-on au juste à Ottawa ? M. Sarafian a tout fait. Tout le monde l'aime. Pourquoi veut-on nous envoyer un type qu'on ne connaît pas ? Pourquoi ne pas garder l'ambassadeur canadien jusqu'à la fin du sommet ? »

Il y a cinq ans que Haig Sarafian a été nommé ambassadeur du Canada au Liban, après avoir servi dans plusieurs autres pays dont le Brésil et le Pérou. M. Sarafian est actuellement le seul ambassadeur du Canada possédant une maîtrise parfaite de la langue arabe.

Malgré la guerre, Palestiniens et Israéliens s'entendent mieux qu'il y a 20 ans

AGNÈS GRUDA

MALGRÉ L'ESCALADE de violence au Proche-Orient, Palestiniens et Israéliens s'entendent mieux qu'il y a 20 ans, et les deux peuples demeurent étonnamment ouverts à la réconciliation.

Ce constat paradoxal a été établi par le politologue québécois Richard Nadeau, qui participait hier à un colloque sur le Proche-Orient à l'Université de Montréal. M. Nadeau n'est pas un expert du Proche-Orient. Sa spécialité, c'est l'étude des courants d'opinion publique.

Pour les fins du colloque, il a analysé des sondages israéliens et palestiniens réalisés depuis le début de l'actuelle Intifada. Et il a été le premier à être surpris par le résultat de son étude. « Je m'attendais à trouver des perceptions très polarisées », confie-t-il. Or, les opinions sont bien plus partagées qu'il l'avait cru au départ.

La première année de l'Intifada n'a pas détruit le principal acquis des années 1990 : la reconnaissance mutuelle de plus en plus marquée entre les deux peuples. Ainsi, après trois saisons de violence, 60 % des Israéliens favorisaient toujours la création d'un État palestinien. En 1987, ils n'étaient que 20 % à souhaiter la création d'un tel État.

Parallèlement, après plus d'un

an de confrontations, un Palestinien sur deux favorisait toujours la coexistence d'un État palestinien aux côtés d'Israël. Au même moment, 28 % des Palestiniens appuyaient la création d'un État binationnel et 17 % souhaitaient l'établissement d'un État palestinien de la Méditerranée jusqu'au Jourdain. Parmi ces derniers, à peine 3 % souhaitaient que cette « Grande Palestine » constitue un État islamique. Richard Nadeau en conclut que les objectifs poursuivis par la plus forte tranche de l'opinion palestinienne sont « compatibles avec la sensibilité israélienne. »

Sentiment de méfiance à la baisse

En 1986, trois Israéliens sur quatre jugeaient que les Palestiniens voulaient reconquérir toute la Palestine. À la fin des années 1990, moins de la moitié des Israéliens attribuaient cette intention à leurs voisins des Territoires occupés et de Gaza. Après un an d'Intifada, ce sentiment de méfiance a légèrement remonté pour atteindre 55 % — mais on est encore loin des niveaux des années 1980.

Phénomène intéressant, alors qu'Israéliens et Palestiniens sont unanimes à constater que l'Intifada a lourdement affecté l'économie des deux sociétés, seulement 60 % des Israéliens estiment avoir personnellement souffert, contre 80 %

de Palestiniens. Les griefs sont beaucoup plus vifs chez les Palestiniens, constate Richard Nadeau. Voilà peut-être pourquoi un peu moins de la moitié d'entre eux envisagent la possibilité d'une réconciliation, contre 65 % d'Israéliens.

Les sondages ont été réalisés par trois firmes indépendantes. Les plus récentes données concernant les Palestiniens datent de décembre 2001. Les sondeurs palestiniens ont été incapables de faire d'autres enquêtes, à cause des bouclages territoriaux qui ont été imposés depuis aux citoyens de Cisjordanie et de Gaza.

Même s'ils révèlent quelques hiatus dans l'opinion publique des deux peuples, et même si ces écarts ont pu se creuser au cours de la dernière offensive israélienne, ces sondages révèlent une « convergence intéressante », selon Richard Nadeau. Avec des médiateurs crédibles et un renouvellement du leadership, la paix serait plausible, croit-il.

Cette étude indique bel et bien que les deux peuples aspirent à la paix, commente Mortada Zabouri, un autre politologue qui a participé au colloque d'hier. Mais selon lui, cette volonté profonde se heurte, dans la réalité, à des « contraintes structurelles » et des craintes réciproques. « La peur dans les deux camps alimente des choix irrationnels », dit-il.

Annan va dissoudre la mission de l'ONU sur Jénine

JOONEED KHAN

Le secrétaire général Kofi Annan a annoncé hier, dans une lettre au Conseil de sécurité, son intention de dissoudre aujourd'hui la mission de l'ONU qui devait faire la lumière sur les événements du camp palestinien de Jénine, en Cisjordanie.

La mission de 28 membres, qui se trouve à Genève depuis jeudi, sera dissoute demain, précise Annan dans sa lettre, transmise au Conseil de sécurité qui venait de reprendre ses consultations à huis clos sur le sort de la mission bloquée par Israël.

Auparavant, Annan avait pourtant estimé « qu'il est dans l'intérêt de tous de déterminer une fois pour toutes ce qui s'est passé » à Jénine durant l'offensive et la réoccupation israéliennes.

Les États-Unis « regrettent » que le secrétaire général de l'ONU ait l'intention de dissoudre la mission sur Jénine, a indiqué hier soir la Maison-Blanche.

S'adressant aux médias à l'ONU, le représentant palestinien Nasser al-Kidwa a souhaité que le Conseil de sécurité « assume ses responsabilités » de faire la lumière sur ce qui s'est passé à Jénine.

À Ramallah, à sa première apparition publique dans son QG après le retrait israélien, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a qualifié hier soir de « terroristes » les soldats israéliens assiégeant la basilique de la Nativité à Bethléem.

Il a affirmé que l'armée israélienne tentait de donner l'assaut au lieu saint où quelque 180 Palestiniens, dont certains en armes, sont réfugiés depuis le 2 avril.

« C'est inacceptable ! », s'est emporté Arafat, visiblement fatigué, devant les journalistes qui l'interrogeaient dans son QG.

« C'est inacceptable pour les Palestiniens, pour les Arabes, pour les musulmans, pour les chrétiens, pour les Nations unies, pour les États-unis, pour la Russie », a-t-il ajouté, qualifiant les soldats israéliens de « terroristes, de nazis et de racistes ».

Deux incendies faisaient rage hier dans le complexe de l'église de la Nativité, où une intense fusillade a éclaté avant minuit. Quatre personnes ont subi des brûlures, a-t-on appris de sources palestiniennes à l'intérieur de l'église.

Interviewé au réseau américain ABC, le premier ministre d'Israël, Ariel Sharon, a déclaré hier qu'Is-

raël ne garantissait pas que le président Arafat puisse retourner en Cisjordanie s'il se rendait à l'étranger.

Sur le plan diplomatique, les États-Unis vont chercher à obtenir un large soutien à leurs efforts au Proche-Orient, aujourd'hui, avec une réunion de travail à Washington de hauts responsables de l'ONU, de l'Union européenne et de la Russie.

La réunion du « quartette » rassemblera autour du secrétaire d'État Colin Powell, son homologue russe Igor Ivanov, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, le chef de la diplomatie espagnole Josep Piqué (dont le pays préside l'UE), et le représentant pour la politique étrangère de l'UE, Javier Solana.

Le *New York Times* évoquait hier un « partage du travail » entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, Washington se chargeant de faire pression sur son allié israélien, Riyad usant de son influence sur le président Arafat.

Ce partage des rôles, selon le quotidien, pourrait faire avancer l'idée d'une grande conférence internationale de paix au Proche-Orient, dont les modalités font l'objet d'après discussions.



Photo LA PRESSE ©

La famille Serna plaisante avec l'accompagnateur du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration du Québec, M. Tia Hongsin, à Dorval.

Un ancien maire de Colombie menacé de mort obtient l'asile au Canada

GILLES PAQUIN

ENLEVÉ trois fois par la guérilla et menacé de mort s'il refusait de démissionner, l'ancien maire de la petite ville de Cocorna, en Colombie, José Aldemar Serna, a demandé l'an dernier et finalement obtenu récemment l'asile politique au Canada. L'homme politique est arrivé à Montréal cette semaine, en route vers Edmonton, où il doit s'installer avec sa famille.

« Nous allons repartir à zéro, je sais que ça va être dur, mais au moins ici nous serons considérés comme des êtres humains. Une vie ne vaut rien en Colombie », a dit M. Serna lors d'un entretien avec *La Presse*, peu après sa descente d'avion, à Dorval.

Visiblement soulagé d'avoir quitté la Colombie, où lui et sa famille vivaient en reclus dans un appartement de Medellín depuis une dizaine de mois, M. Serna affirme qu'il a tourné la page pour toujours sur sa terre natale.

Élu sans opposition à la mairie de Cocorna en octobre 1997, M. Serna a été enlevé par la guérilla six semaines plus tard. Les insurgés lui ont alors indiqué qu'ils ne reconnaissent pas son élection et

lui ont reproché de tolérer la présence d'une caserne de la police nationale dans sa municipalité. Libéré quelques jours plus tard, M. Serna s'est néanmoins attelé à la tâche comme si de rien n'était, mais il ne perdait rien pour attendre.

Six mois plus tard, les guérilleros de l'Armée de libération nationale (ELN en espagnol) revenaient à la charge et attaquaient le poste de police situé au cœur de Cocorna. Trois policiers ont été tués, la maison de la culture, la bibliothèque municipale, les archives, le poste de police et la Caisse agricole laissés en ruines.

Quatre mois plus tard, c'était au tour des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) de s'en prendre à la ville de M. Serna. Les combats se poursuivent toute la nuit, sept policiers sont enlevés, une quarantaine de maisons détruites.

En octobre 1999, M. Serna est de nouveau enlevé par l'ELN alors qu'il déambule avec son fils Simon. Les guérilleros abandonnent le petit aux mains d'un inconnu le long de la route et amènent son père dans la montagne où ils le gardent en otage 17 jours.

Pen de temps après son retour à Cocorna, les paramilitaires d'ex-

trême droite débarquent dans la municipalité et chassent 900 familles de leurs foyers pour contrôler une partie du territoire. Le maire ne sait plus où donner de la tête pour loger et nourrir tout ce monde « sans l'aide de l'État », dit-il.

En avril 2000, M. Serna est encore une fois enlevé par la guérilla qui le gardera captif pendant 15 jours. En lui rendant sa liberté on le prévient toutefois qu'il doit démissionner et sous peine de mort, quitter la ville pour ne jamais revenir. La semaine suivante, il se réfugie à Medellín avec sa famille. La guérilla suit sa piste pendant des mois et réitère ses menaces.

En juin 2001, Aldemar Serna est à bout, il demande l'asile politique à l'ambassade du Canada et attend. La réponse est finalement arrivée il y a trois semaines. La paroisse catholique de la Sainte-Famille, à Edmonton, a accepté de parrainer les Serna pendant un an.

« Notre plus grande inquiétude c'est de savoir comment nous allons nous adapter à une nouvelle culture et apprendre une nouvelle langue assez rapidement pour gagner notre vie », dit M. Serna. Pour les enfants, c'est de trouver de nouveaux amis, de s'intégrer à une école dans une langue différente.

| PAKISTAN |

La Commission des droits de l'homme dénonce le trucage du référendum

Agence France-Presse

ISLAMABAD — La Commission des droits de l'homme du Pakistan a dénoncé hier de graves irrégularités lors du référendum de mardi sur le maintien au pouvoir du général Pervez Musharraf, regrettant que celles-ci « dépassent ses pires craintes ».

La Commission, un organisme indépendant, cite notamment une « participation volontaire très basse », un vote majoritairement organisé, de nombreux cas de votes multiples et l'absence de vérification de l'identité des électeurs.

Le président de l'organisme M. Khattak note que « la manière dont les gens ont été poussés à voter et la violation flagrante des procédu-

res électorales avilit le concept même de choix démocratique ».

Les premiers résultats partiels montrent une victoire écrasante du général Musharraf avec environ 95 % des électeurs souhaitant son maintien au pouvoir pour les cinq ans à venir.

Selon la Commission électorale nationale, Musharraf a obtenu 42,8 millions de « oui » sur 43,9 millions de votes exprimés. L'organisme n'a cependant donné aucun chiffre sur la participation au scrutin.

Partout dans le pays, des journalistes avaient constaté mardi une faible affluence aux bureaux de vote et des cas de fraude, votes multiples, absence de vérification d'identité, etc.

« La participation volontaire a été très basse », écrit la Commission des droits de l'homme, affirmant que « la grande majorité des votants fait partie de la catégorie des « électeurs captifs », comme les prisonniers (le taux de vote en prison atteint 100 %), les employés des administrations nationales et locales, les ouvriers conduits en groupes contrôlés dans les bureaux de vote installés à l'intérieur des usines ».

Afin « d'encourager les votes multiples, les bureaux de vote étaient groupés », ajoute la commission la commission, premier organisme indépendant à rendre des conclusions initiales sur le référendum, basées sur des faits rapportés par ses propres observateurs.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Les affaires électroniques en action

Un service aux chambres à la vitesse du Web

Les clients peuvent maintenant réserver leur chambre en ligne à l'un des meilleurs hôtels-boutique de Montréal.

Pendant 60 ans, Ruby Foo's a été l'un des restaurants les plus courrus de Montréal, attirant les gens riches et célèbres ainsi que les curieux, de Leonard Cohen à Pierre Trudeau, à Edgar Bronfman. Ainsi, quand les propriétaires de cette institution décidèrent de convertir le restaurant en hôtel il y a 5 ans, ils prirent la sage décision de conserver le nom. « C'est un lieu historique à Montréal », dit Linda Taub, gérante des ventes de l'hôtel.

Célèbre ou pas, l'Hôtel Ruby Foo's doit affronter la concurrence de douzaines d'autres hôtels à Montréal. Afin de se doter d'un avantage distinctif par rapport à ses compétiteurs, il se fie au service d'hébergement de site Web de Bell pour supporter ses réservations en ligne. Avec 198 chambres, il cible par ailleurs une clientèle d'affaires en mettant en valeur la commodité, le service et la qualité à prix raisonnable.

Se démarquer dans un univers concurrentiel

À force d'efforts constants, Ruby Foo's a réussi à maintenir un taux d'occupation de 85 % et s'est vu accorder une cote quatre étoiles de Tourisme Québec. « Cela ne veut pas dire que Ruby Foo's doit s'asseoir sur ses lauriers. « Nous sommes un hôtel-boutique, dit Linda Taub. Nous ne faisons pas partie d'une chaîne. Nous devons donc affronter la concurrence pour obtenir la meilleure visibilité possible. » Le site Web de l'hôtel, hotelrubyfoos.com, ajoute une dimension essentielle à son image publique.

Au début, le site Web fournissait des renseignements sur l'hôtel, comme les numéros de téléphone et de télécopieur ainsi qu'une adresse courriel que les clients et les agents de voyage pouvaient utiliser pour effectuer des réservations. Tel un babillard sur l'autoroute électronique, le site Web attirait l'attention, mais ne contribuait pas immédiatement à accroître le volume d'affaires. Toutefois, tout a changé l'an dernier lorsque Ruby Foo's a ajouté la fonction de réservation en ligne à son site en utilisant le service d'hébergement de site Web de Bell Canada comme support à son application informatique.

Des confirmations instantanées

En visitant le site Web de l'hôtel, les clients peuvent maintenant se renseigner sur la gamme des services disponibles et faire une réservation en ligne de façon sécuritaire. Les clients reçoivent une confirmation immédiatement par courrier électronique. De plus, ils pourront se servir de leur identification de client lors d'une prochaine réservation sans avoir à fournir à nouveau leurs renseignements personnels. « Cela fonctionne très bien pour nous, dit Linda Taub. Et en plus, le site nous rend plus visible et nous aide à mieux communiquer et transiger avec notre clientèle. »

Ruby Foo's a implanté son système interactif sans ajouter de personnel supplémentaire ou acheter d'équipement additionnel. À la place, l'hôtel verse de modestes frais mensuels à Bell qui fournit le service d'hébergement Web et assure le bon fonctionnement du site 24 heures par jour, 7 jours semaine.

« Plusieurs entreprises canadiennes réalisent que l'hébergement Web constitue un élément clé de leur stratégie de commerce électronique, dit May Scally, vice-présidente, Affaires électroniques chez Bell Canada. Elle désirent plus de capacité de transmission, une meilleure sécurité et une capacité d'évolution instantanée. »

Le site Web interactif de Ruby Foo's a été installé sur les serveurs de Bell en moins d'un mois, et les résultats se sont avérés immédiats. « Depuis le début, nous recevons, même lors des périodes plus calmes, une moyenne d'environ 6 à 8 réservations en ligne par jour, dit Dorothee Côté, directrice des ventes. En haute saison, de mai à octobre, nous en recevons de 12 à 15 par jour. Pour nous, cela constitue un apport additionnel tangible qui en vaut vraiment le coût. »



En haute saison, le site Web interactif de l'hôtel génère jusqu'à 15 réservations par jour en plus d'avoir permis d'accroître la notoriété internationale de Ruby Foo's.

En plus de permettre à Ruby Foo's d'offrir un service immédiat de réservation en ligne à ses clients, le service d'hébergement Web de Bell a aussi aidé l'hôtel à accroître sa portée internationale. Ruby Foo's est depuis longtemps une destination populaire auprès des visiteurs en provenance du nord des États-Unis dont plusieurs font maintenant leurs réservations par le biais du site Web de l'hôtel.

« Cependant, nous avons aussi réalisé que notre popularité grandit en Europe, dit Mme Côté. Les gens naviguent sur le Web, découvrent notre site et réservent en ligne. C'est aussi simple que cela. »

Des services additionnels en ligne

La localisation pratique de l'hôtel près de l'aéroport Dorval et d'autoroutes ainsi que la proximité d'une station de métro, attirent la clientèle d'affaires. « C'est très pratique. Les clients peuvent tout faire en ligne, de la réservation de leurs chambres à celles de salles de réunions entièrement équipées », ajoute Mme Côté qui n'est pas la seule à apprécier le site Web interactif de Ruby Foo's. Dans le cadre d'un concours parrainé par Tourisme Québec pour choisir les meilleurs sites Web interactifs, celui de l'hôtel Ruby Foo's s'est classé parmi les 5 meilleurs au monde. « Tout le monde y trouve son compte, dit Mme Côté. Nous faisons de meilleures affaires en déployant moins d'efforts. Et, en fin de compte, nous sommes tous plus satisfaits et heureux. »





Tunisie | L’armée décapitée

TREIZE MILITAIRES, dont le chef d’état-major de l’armée de terre, le général Abdelaziz Skik, ont trouvé la mort hier dans le crash d’un hélicoptère à Medjez El Bab, au nord-ouest de Tunis, a-t-on appris de source officielle. Les 12 autres victimes sont des officiers et sous-officiers se trouvant à bord de l’appareil de fabrication américaine, qui s’est écrasé au retour d’une mission d’inspection dans la région du Kef, à la frontière de l’Algérie. Le ministre de la Défense Dali Jazi a indiqué que des techniciens américains seraient associés à l’enquête pour déterminer « la nature de l’avarie » ayant causé la chute de l’appareil. — *d’après AFP*

Algérie | Détenus brûlés vifs

DIX-NEUF DÉTENUS ont été tués et huit blessés dans un incendie qui s’est produit mardi soir à la prison de Serkadji, la plus importante d’Alger, a annoncé le ministre de la Justice Ahmed Ouyahia. Selon la première version officielle, ce sinistre aurait été provoqué par un détenu de 19 ans qui voulait se donner la mort. La même prison de Serkadji avait été le théâtre d’une mutinerie en février 1994 au cours de laquelle une centaine de détenus islamistes avaient trouvé la mort. Par ailleurs, c’est un feu de matelas le 2 avril dernier dans la prison de Chelghoum-Laid qui avait tué 20 détenus et fait 22 blessés. — *d’après AP*

Afghanistan | Combats entre factions

LES COMBATS dans le nord de l’Afghanistan entre les forces du général ouzbek Rachid Dostom et celles du chef de guerre tadjik Atta Mohammed, tous deux membres de l’administration intérimaire, ont fait au moins six morts et 15 blessés, selon Ashraf Nadim, un porte-parole du général Atta. À Washington entre-temps, Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense, a refusé de commenter des rapports faisant état d’importants renforts de troupes dépêchés par les États-Unis dans l’est de l’Afghanistan en vue d’une offensive contre des poches de résistance de talibans et d’Al-Qaeda. — *d’après AP et AFP*

Antiterrorisme | Médias victimes

LA CAMPAGNE antiterroriste lancée dans le monde à la suite des attentats du 11 septembre a facilité la répression de la liberté de presse par des gouvernements et rendu encore plus dangereuse la profession de journaliste, ont conclu, hier à Manille, les participants à une conférence de l’UNESCO. L’organisation a déclaré que le climat d’insécurité provoqué par les attentats antiaméricains avait permis à des gouvernements « de prendre des mesures restrictives qui étaient depuis longtemps dans les cartons ». L’UNESCO a cité des dispositions législatives adoptées ou proposées en Australie, au Canada, à Chypre, en France, Inde, Jordanie, Ouganda, Grande-Bretagne, aux É.-U., Zimbabwe et dans l’Union européenne. — *d’après AFP*

Venezuela | Carmona comparaît

PEDRO CARMONA, autoproclamé président du Venezuela de l’éphémère coup d’État contre Hugo Chavez, comparaît aujourd’hui devant la commission parlementaire qui enquête sur les circonstances du putsch. Carmona a accepté de se rendre à l’Assemblée nationale à condition d’être accompagné de ses avocats, a précisé lors d’une conférence de presse le président de la commission. Carmona fait partie d’une vingtaine de hauts fonctionnaires, militaires, chefs d’entreprise, hommes politiques et journalistes convoqués par cette commission composée de 27 députés. — *d’après AFP*

Madagascar | Ravalomanana dénonce

MARC RAVALOMANANA, proclamé officiellement lundi président de Madagascar, a estimé hier « inacceptable » l’indépendance autoproclamée de deux provinces gouvernées par des partisans de son rival, le président sortant Didier Ratsiraka. Dans un entretien avec la radio privée Notre-Dame, Ravalomanana a déclaré à propos de l’indépendance des deux provinces, Antsiranana et Toamasina, sur les six que compte le pays : « Même la population malgache n’acceptera jamais ça. » La Haute Cour constitutionnelle a proclamé Ravalomanana vainqueur dès le premier tour du scrutin présidentiel qui a eu lieu le 16 décembre 2001, avec 51,42 % des voix. — *d’après AFP*

Espagne | Attentats basques

DIX-SEPT PERSONNES ont été blessées hier dans un attentat à la voiture piégée revendiqué par l’ETA, à 200 m du stade de football Santiago Bernabeu de Madrid, où a commencé près de quatre heures plus tard, comme prévu, le match Real Madrid-FC Barcelone, de demi-finales de la Ligue des champions d’Europe. Une deuxième voiture piégée a explosé une demi-heure plus tard dans un quartier du sud de Madrid. Cette explosion n’a pas fait de blessé, et visait, selon le préfet de Madrid, à effacer les traces des membres de l’ETA dans la voiture utilisée pour fuir. — *d’après AFP*

Cyberpresse

cyberpresse.ca

ouvrez une fenêtre sur...
cyberpresse.ca/sports

Demain soir

22 000 000 \$

LOTTO
SUPER 7

18 ans +

loto-québec

MISE SUR TOI

1 866 SOS-JEUX

La fondation Mise sur toi,
une initiative de Loto-Québec.

Forum

Club Fed ou asile?

On présente le pénitencier de Joliette de si belle façon que bientôt les gens libres vont se battre entre eux pour venir y vivre

MARIE GAGNON

Mme Gagnon est auteure. Elle est incarcérée à la prison de Joliette depuis un an pour différents vols à l'étalage. Dans une entrevue à Nathalie Petrowski, dans La Presse du 23 mai 2000, elle avouait connaître des problèmes de drogue qui l'incitaient à commettre de multiples vols de livres pour assouvir ses besoins. Elle publiera l'automne prochain « Lettres de prison », chez VLB éditeur.

À TQS, le 19 mars dernier, la question du jour à l'émission de Gilles Proulx était : « Êtes-vous pour ou contre les clubs Fed ? » Pour permettre aux téléspectateurs de réfléchir à cette question et d'y répondre, on montrait de belles images du pénitencier pour femmes de Joliette, images suivies d'un bref commentaire rempli de sarcasmes sur le trop grand confort dont jouissent les détenues à l'intérieur de cette prétendue prison. Le tout d'une durée de cinq minutes à peine... Débat de l'heure, débat du jour, mais surtout débat de société !

On présente le pénitencier de Joliette de si belle façon que bientôt les gens libres vont se battre entre eux pour venir y vivre. Savez-vous ce qui s'y passe réellement ? Pas plus les promoteurs de ce pénitencier, pleins de bonne volonté, que ses détracteurs, qui n'en voient que la façade, ne savent mettre le doigt — le cri — sur l'aberration qu'il constitue.

Comme presque toutes les détenues de l'endroit (venez le leur demander), je retournerais en courant finir ma sentence à Tanguay ; pour d'autres, ce serait Kingston. Si la prison Tanguay était plus petite, plus sale, plus laide, du moins c'était plus humain. Même le *screw* parvenait parfois à nous respecter !

Deux concepts de prison

J'ai connu la prison traditionnelle durant plusieurs années et je suis incarcérée au pénitencier de Joliette depuis dix mois. Mieux que quiconque, je suis en mesure de rendre compte de la différence qui existe entre ces deux concepts de prison. J'ai dû prendre un certain recul pour écrire ceci ; mes premiers mots (maux) auraient été sans nuances et je préfère rendre une certaine justice à l'idée que l'on se fait d'un endroit où rien n'est juste !

Aujourd'hui notre société se veut plus « civilisée ». Depuis belle lurette, elle a condamné toute cruauté physique envers ses parias. On les enferme, mais on les « chouchoute » comme des enfants malades... La prison étant le reflet de la société, notre société est très malade... Le pénitencier de Joliette engendre un cancer de l'esprit, une tumeur de l'âme. Prison bourgeoise qui désire tellement faire mieux qu'elle fait pire !

Pourtant, des femmes intelligentes, sensibles et réfléchies se sont battues avec fougue pour la fermeture des pénitenciers traditionnels pour femmes, tel celui de Kingston, et la mise en pratique d'un nou-

veau concept d'incarcération axé sur la réinsertion sociale ! L'idée est belle et bonne sur le papier, mais se révèle totalement absurde dans la réalité. Cela donne même lieu à une nouvelle forme de cruauté dangereuse et pernicieuse : le harcèlement moral et mental sous le couvert d'aide thérapeutique et psychologique.

En arrivant au pénitencier de Joliette, j'ai atterri en plein système orwellien, kafkaïen ou dans un film de science-fiction aux effets spéciaux des plus réussis ! Malgré le « modernisme » et le « confort » de ce pénitencier, on a peine à survivre moralement dans ces lieux où chaque journée est un combat pour la sauvegarde de son identité.

Mais de quoi se plaint-elle ? vous demanderez-vous. Pourquoi cette lettre ? Parce que ma pensée n'est plus respectée ; parce que mon être profond est bafoué par le biais de discours et d'analyses de toute ma personnalité pour la changer, la modifier... À l'extérieur des murs, l'écart entre les riches et les pauvres s'agrandit chaque jour ; à Joliette, l'écart entre les besoins réels des filles et les moyens pour les combler (et je ne parle pas ici des besoins physiques fondamentaux) devient un gouffre ! Tout dans ce nouveau concept de réinsertion est voué à l'échec.

Immense complexe de soins mentaux

Au fond, le pénitencier de Joliette n'est ni plus ni moins qu'un immense complexe de soins mentaux. La théorie de la réinsertion sociale ne peut s'exercer sur une clientèle dont l'âge moyen est supérieur à 37 ans. Une intervenante de première ligne m'a dit : « Je suis heureuse, car j'ai toujours rêvé de travailler auprès des jeunes en difficulté et de les aider à se rétablir... » Femme pleine de dévouement et de bonne volonté, mais qui n'est pas au bon endroit ni avec les bonnes personnes. Sa phrase exprime bien l'opinion de la plupart de ses collègues !

Dans ce pénitencier conçu pour la réinsertion sociale de jeunes délinquantes, les problèmes vécus par les femmes âgées incarcérées sont graves. On ne respecte ni leurs ex-

périences ni leurs valeurs. Tous les jours, ces femmes vivent un cauchemar, car, si la situation s'avère difficile pour les plus jeunes, elle est cruelle pour elles. J'ai comme voisine une femme de 64 ans à qui l'on dit qu'elle ne peut se réinsérer socialement, alors qu'elle a oeuvré auprès des jeunes toute sa vie !

Prenons le cas de Lise G. Soixante-cinq ans, aucun antécédent judiciaire avant cette présente condamna-

tion de 5 ans (2 1/2 ans fermes). Femme d'affaires et femme de tête qui a commis un délit punissable selon les lois de notre système judiciaire, elle accepte et assume la sentence infligée par le juge. Après huit mois de prévention à Tanguay, elle arrive à Joliette pour se faire demander de travailler à l'entretien des planchers ! Cela sans que l'on



« Le pénitencier de Joliette engendre un cancer de l'esprit, une tumeur de l'âme. Prison bourgeoise qui désire tellement faire mieux qu'elle fait pire ! » nous dit l'auteure de ce texte.

ait encore son dossier médical en main. On l'oblige à travailler comme toutes les femmes de son âge ! Très malade, elle a dû user de toute sa verve (et user ses nerfs) pour qu'on accepte, après des semaines de souffrances, de lui faire passer des radiographies. Le résultat ? Une pneumonie ! Plus de travail pour elle, mais l'obligation d'aller chercher ses médicaments au bâtiment administratif matin, midi et soir, hiver comme été, beau temps, mauvais temps ! D'ailleurs toutes les femmes malades doivent ainsi se déplacer...

Lise doit en plus participer à des programmes de formation du genre prévention des maladies transmises sexuellement, maîtrise de la colère, compétence parentale et... j'en passe ! Comme elle ne peut plus travailler en raison de son état de santé, elle ne reçoit que 1,10 \$ par jour pour couvrir toutes ses dépenses personnelles. À Tanguay, les détenues ont le droit de faire venir de l'argent de l'extérieur, mais pas à Joliette, oh non ! car on désire leur apprendre à gérer un budget. Alors, si tu ne peux travailler... crève et sèche !

L'enquêtrice correctionnelle travaille présentement à faire changer le traitement absurde des femmes âgées au pénitencier, mais elle nous dit elle-même qu'il est difficile de modifier cette situation fon-

dée sur des impératifs administratifs...

Je le répète : le pénitencier de Joliette n'est ni plus ni moins qu'un hôpital psychiatrique. Le personnel, jeune et en général plein de bonne volonté, ne maîtrise ni en théorie ni en pratique le discours thérapeutique qu'il assène au gré de son humeur à des femmes qui croient dur comme fer tout ce qu'on leur raconte ! Alors on en conte ! Aucune ne peut plus avoir de réactions émotives « normales » ; pour toutes, et tout le temps, chacune est dépendante affective, dépressive, agressive ou droguée !

Des idées préconçues, des jugements hâtifs orientent la rédaction des rapports qui marqueront la détention pour la vie. Comment a-t-on pu croire au départ que la détention dans un centre carcéral pouvait se combiner avec une thérapie ? La première implique la défensive alors que la thérapie exige de la transparence et de la confiance réciproque. Les deux sont tout simplement incompatibles et dangereuses, puisque les détenues ne savent plus quoi penser. On nous rend folles, on nous détruit à coup de pseudo-psychologie et de harcèlement de tout ordre.

Trop de gens s'occupent de mon cas, travaillent à m'analyser et à me disséquer... C'est un enfer à la démesure des lieux physiques de

l'endroit. Dans cet asile, on me soigne comme si j'étais une grande malade alors que je ne le suis pas. On m'a condamnée à la prison, qu'on m'y enferme ! Le Pen n'est pas une prison, c'est bien pire. Pour les responsables du centre correctionnel, nous ne sommes pas ici pour payer une dette, mais pour CHANGER ! Changer tout ce qui fait notre personnalité et notre essence d'être humain.

Comme bien d'autres détenues, j'ai, à l'extérieur des murs, une vie que j'aime. Je suis une femme lucide qui a commis certains délits pour certaines raisons. Que j'aie eu et que j'aie encore besoin d'aide pour apprendre à en connaître le pourquoi, très bien. Mais le reste de ma vie m'appartient, comme le fait d'être écrivaine (peut-être à cause de mon extrémisme, allez savoir). Personne n'a le droit, même croyant bien faire, de jouer avec mon âme. C'est se prendre pour Dieu.

L'idée de réinsertion, implantée à coups de millions, dépasse l'entendement et se révèle un supplice, version moderne du supplice de la goutte d'eau. N'oublions pas que ce n'est pas une goutte d'eau qui constituait la torture, mais la succession des gouttes...

Ce pénitencier si beau n'est qu'illusion et fioritures. Et l'opinion publique s'indigne !

LA BOÎTE AUX LETTRES

Un continent en péril

PLUS QUE jamais, l'Afrique est un continent en péril. Dans certains pays de l'Afrique subsaharienne, une personne sur dix est affectée du sida. L'espérance de vie est dans la quarantaine et les gens de 23 de ces pays doivent vivre avec moins d'un dollar par jour.

Il est attristant de constater qu'en Afrique, le taux de mortalité infantile s'est accru depuis 1990 alors que presque partout ailleurs dans le monde, ce taux a baissé.

Le 26 juin, à Kananaskis en Alberta, six leaders africains se joindront aux leaders du G8 pour discuter de l'avenir de ce continent dans le cadre d'un Nouveau partenariat pour l'Afrique sous la houlette du premier ministre Chrétien.

En février dernier, le premier ministre annonçait qu'une aide supplémentaire de 500 millions de dollars serait consacrée à l'Afrique. Mais la manière dont cet argent sera dépensé n'est pas claire. Ce qui aurait le plus d'impact serait de réserver cet argent

pour l'éducation de base, les soins de santé primaires, de l'eau propre et le microcrédit pour les femmes les plus pauvres de ce continent.

La vraie mesure du succès du Partenariat avec l'Afrique serait l'amélioration des conditions de vie de ceux qui aujourd'hui vivent avec moins d'un dollar par jour, s'attendant à mourir vers la quarantaine et doivent souvent regarder leurs enfants mourir simplement parce qu'ils n'ont pas accès à de l'eau propre.

SUNNIE KIM

Montréal

Des suggestions pour le G8

J'AI HUIT suggestions pour les leaders des pays du G8 qui se réuniront à Kananaskis les 26 et 27 juin prochains pour discuter, notamment, du fameux plan d'action pour l'Afrique, dont Jean Chrétien a fait récemment la promotion en tournée

africaine :

> Soyez généreux et révisiez à la hausse les sommes que vous vous êtes déjà engagé à verser à ce plan (500 millions \$ pour le Canada) ;

> Exigez que ces sommes soient investies en priorité dans les services sociaux de base (santé, éducation, accès à l'eau potable et services sanitaires à bas prix) ;

> Établissez des mécanismes afin de faire en sorte que cette aide rejoigne vraiment les plus pauvres des pays pauvres ;

> Renoncez à l'investissement massif dans des projets majeurs d'infrastructures (routes, communications, etc.), qui ne servent habituellement qu'aux mieux nantis des pays bénéficiaires, et favorisez la multiplication de petits projets à l'échelle locale (dispensaires, maternités, puits, etc.) ;

> Ne liez pas obligatoirement votre aide extérieure à l'obtention de contrats par des firmes d'ingénieurs et de consultants de votre pays ;

> Encouragez les programmes de microcrédit, une approche très efficace pour

aider les gens à sortir du cercle de la pauvreté ;

> Rappelez-vous que les programmes de lutte contre la tuberculose et la malaria sont relativement peu coûteux et permettent de sauver des milliers de vies ;

> Enfin, faites pression sur la Banque mondiale et le Fonds monétaire international afin qu'ils abandonnent leurs désastreux programmes d'ajustement structurel et annulent la dette des pays du tiers-monde.

Au cours des 40 dernières années, des sommes colossales ont été englouties dans l'aide aux pays en développement, sans grand succès. Il ne faut pas remettre en question la pertinence de cette aide, mais plutôt les choix et la nature des interventions des agences responsables du développement international dans chacun des pays donateurs.

DANIEL TOUSSAINT

Hull

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

La France et ses chimères



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

Nation certainement la plus sophistiquée de la planète pour ce qui est de la théorie politique, la France se retrouvera en pratique, dimanche, gouvernée par un président, Jacques Chirac, dont elle ne voulait plus et qui n'est pas l'homme de la situation. Et ce, après que le peuple français se soit livré pendant 15 jours à de gigantesques manifestations dirigées contre... lui-même, frôlant ainsi la schizophrénie.

Hier, la rue de Paris, toujours sensible au romantisme des barricades, s'est adonnée à cette sorte de saute d'humeur qui l'assaille avec une régularité métronomique depuis la prise de la Bastille : manifestations et contre-manifestations ont offert un ballet savant autour d'une poignée de lieux symboliques. Il n'y a heureusement pas eu de violence : peut-être avait-on attaché les pavés avec de la broche !

Pendant ce temps, le monde entier rigole toujours de l'infortune qui afflige ces éternels donneurs de leçons...

Il n'y a pourtant pas de quoi rire : la crise déclenchée par l'irruption de Jean-Marie Le Pen au second tour des présidentielles est probablement plus profonde encore qu'on le soupçonne.

Elle est en effet non seulement politique, résultat du gouffre qui s'est creusé entre le bon peuple et la classe dominante, indifféremment de droite ou de gauche.

Mais aussi institutionnelle : la tuyauterie que Charles de Gaulle a donnée à la 5^e République est de toute évidence délabrée.

Enfin et surtout, elle est quasi-philosophique, aboutissement d'une longue dérive de la pensée qui, de la période rouge de Jean-Paul Sartre, il y a des décennies, aux constructions fantasmatiques de Pierre Bourdieu, avant-hier, a graduellement sorti la réflexion du champ du réel pour la pousser vers les limbes de l'extrême. L'extrême présenté comme possible, comme raisonnable, comme salvateur. Dans n'importe quel autre pays, l'affaire aurait été ignorée. Mais, en France, l'intellectuel est un rouage important de la mécanique du pouvoir. Respecté, influent, écouté. Suivi même par ceux qui ne fréquentent ni l'université, ni le livre, ni *Le Monde diplomatique*, et n'ont

donc de ces théories qu'une connaissance par oui-dire.

Comment, en effet, expliquer autrement le fait qu'au premier tour, plus de 33 % des votants aient épousé des chimères ? Aient accordé leur appui à des partis d'extrême droite, ou d'extrême gauche, ou folklo-ésotériques ? Lesquels, tous, ont en commun de nier la réalité, de souhaiter la fermeture au monde, de semer la haine de l'un ou l'autre étranger, de honnir la modernité pour se recroqueviller sur le passé ?

Comment expliquer autrement que le prolétaire de Billancourt — la banlieue ouvrière chérie par Sartre ! — soit passé sans états d'âme du Parti communiste au Front national, sans s'arrêter quelque part entre les deux ?

■ ■ ■

L'occasion donnée aujourd'hui par le pathétique Front national aux classes dominantes françaises, la politique et l'intellectuelle, serait précisément celle de renouer avec le réel.

Mais de ce point de vue, hélas ! on ne voit rien venir.

De tous les côtés du spectre politique, en prévision des législatives de juin, c'est jusqu'à nouvel ordre *business as usual*. On parle stratégie, on sonde, on négocie, on se distribue les circonscriptions au gré de pactes locaux assez comparables aux contrats d'asphalte que se divisent, chez nous, les entrepreneurs de banlieue...

Pire, il n'est pas sûr que la nouvelle stature de Jean-Marie Le Pen ne procure pas à plusieurs une jouissance secrète et un peu perverse.

Depuis 50 ans qu'on annonçait le retour du fascisme et qu'on ne le voyait jamais poindre ! Un demi-siècle qu'il fallait laisser déferler sur la démocratie tous les autres dangers pour consacrer une entière vigilance à guetter un fascisme qui faisait obstinément défaut de se présenter !

Eh bien ! il est enfin là, le fascisme !

Et il est difficile de ne pas voir une petite lueur de satisfaction — *On vous l'avait bien dit !* — dans les yeux de quelques-uns de ces manifestants, célèbres ou anonymes, qui marchent sur la France... Chez Arlette Laguiller, par exemple, porte-parole de Lutte ouvrière (trotskiste), qui appelle à voter blanc au second tour. C'est-à-dire, en pratique, à laisser une chance à Le Pen.

Apparemment, en France, l'ère des chimères n'est pas encore révolue.

La vérité pourrit à Jénine



ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

Israël aurait voulu fragiliser encore le soutien dont il jouit dans le monde qu'il n'aurait pas agi autrement. Alors que toute la communauté internationale veut savoir ce qui s'est passé dans le camp de réfugiés de Jénine, le gouvernement Sharon a bloqué l'envoi de la mission d'enquête qu'avait mise sur pied le secrétaire général de l'ONU.

L'attitude de Tel Aviv, aussi injustifiée qu'incompréhensible, permettra aux propagandistes d'inscrire le « massacre de Jénine » au panthéon des tragédies palestiniennes. Une source de plus pour alimenter la haine. Une source de plus pour nourrir le bassin de kamikazes.

Le 3 avril, l'armée israélienne est entrée dans le camp de Jénine, un nid de terroristes d'où originaient plusieurs des commandos suicide qui ont fait des dizaines de morts parmi la population civile en Israël. Les soldats ont entrepris de fouiller le camp, maison par maison, à la recherche d'hommes armés. Après que 13 soldats eurent été tués dans une embuscade, l'armée a adopté une tactique plus radicale et rasé les habitations au bulldozer. Le coeur du camp a été transformé en « Ground Zero ».

L'opération terminée, l'armée israélienne a interdit l'accès du camp aux organisations humanitaires et aux journalistes pendant plus d'une semaine. Les Palestiniens ont parlé de « massacre », évoqué le chiffre de 500 morts, prétendument ensevelis sous les décombres. Le

gouvernement Sharon parle plutôt d'une cinquantaine de morts, dont seulement sept civils.

Qui dit vrai ? Ceux qui ont eu accès au camp excluent désormais l'hypothèse d'un massacre. Mais il a pu y avoir de nombreux civils tués, et des comportements abusifs de la part des soldats israéliens. Et on se demande encore pourquoi l'armée a tant tardé à laisser entrer les secouristes.

Une commission d'enquête indépendante aurait pu établir la vérité. Si vraiment Israël n'a rien à cacher, il avait tout avantage à permettre la tenue d'une telle enquête, qui aurait sapé toute récupération des affrontements de Jénine aux fins de propagande. Cela aurait été beaucoup plus utile, en tout cas, que de faire savoir au monde que l'armée avait généreusement fourni aux bureaux assiégés de Yasser Arafat 13 200 tranches de pita, 423 boîtes de thon et 720 bouteilles de Coke.

On comprend que les Israéliens se méfient de l'ONU, dont certaines instances ont tendance à les blâmer pour tous les maux de la Terre. Mais dans le cas présent, la mission formée par Kofi Annan était composée de personnes hautement crédibles.

Israël exigeait l'assurance que l'enquête ne puisse déboucher sur des procédures pénales internationales, assurance que lui a fourni le secrétaire général. Le gouvernement Sharon voulait aussi disposer d'un veto sur les témoins interrogés et les documents consultés, une condition déraisonnable.

Entretiens, les corps ont pourri sous les décombres. La vérité devient chaque jour de plus en plus difficile à établir, tandis que les mythes prennent forme, de part et d'autre. Des mythes qui sont autant d'obstacles supplémentaires à la paix.

DES ÉLUS DE BANLIEUE RÉAGISSENT À L'AFFAIRE DE CORRUPTION



serge.chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Des équipements pour NDG

NOUS HABITONS Notre-Dame-de-Grâce depuis de nombreuses années et nous sommes déçus d'avoir à nous déplacer jusqu'à Côte-des-Neiges ou la Petite Bourgogne pour profiter d'installations sportives qui font défaut dans notre quartier. Nous voudrions des services comparables à ceux que l'on retrouve dans de nombreux autres arrondissements. Nous aimerions un complexe récréatif de haut calibre comme en possèdent nos voisins de Côte-des-Neiges, Saint-Henri et la Petite Bourgogne. Ce centre devrait, entre autres, inclure une piscine intérieure accessible à tous et un gymnase. La proximité d'un tel centre encouragerait nos jeunes à pratiquer davantage de sports, hiver comme été.

Les 13 acres de terrain situés à l'angle de la rue Monkland et du boulevard Cavendish, sur lesquels se trouvent les édifices désuets de Benny Farm, conviendraient tout à fait. En plein coeur de Notre-Dame-de-Grâce, ce site est facilement accessible. Ce terrain pourrait à la fois accommoder un complexe récréatif et culturel, des salles de réunions communautaires, une garderie pour les utilisateurs du complexe, un centre pour les activités parascolaires et même le CLSC NDG-Montréal-Ouest qui cherche un endroit plus accessible. Ce projet n'exclut en rien la réalisation d'autres projets, tels des logements.

Une pétition circule présentement dans Notre-Dame-de-Grâce demandant à la Ville de Montréal de considérer immédiatement l'achat d'une partie convenable des 13 acres du site Benny Farm, dans le but d'y ériger des installations récréatives et culturelles supplémentaires. Nous invitons la population locale à se mobiliser et à signer cette pétition afin que nous ayons, dans un avenir rapproché, dans notre quar-

tier, un complexe sportif et culturel qui réponde à nos besoins.

GINETTE LEDUC
et CATHERINE ROSSIGNOL

Des voitures à « malbouffe »

M. Gérald Tremblay,

JE VIENS vous faire part de mon opposition au projet de la ville d'autoriser les voitures à hot-dogs dans les rues de la cité. On trouve de bons restaurants partout, ces voitures à « malbouffe » ne servent qu'à encourager les mauvaises habitudes alimentaires de vos concitoyens. La ville a une grande responsabilité en ce domaine. Notre société réalise que les coûts astronomiques des soins de santé sont liés à notre mauvaise alimentation du genre « fast food ». Les touristes viennent nous voir en grand nombre parce que Montréal c'est « différent ». Conservons notre cachet. Ce n'est pas quelques hot-dogs de plus qui vont attirer plus de visiteurs, quoiqu'en disent les promoteurs de ce projet !

CLAUDE DUMOULIN
Montréal

cyberpresse.ca D'autres lettres dans notre forum interactif :
www.cyberpresse.ca/lettres

Vous voulez nous écrire ?
forum@lapresse.ca

Sylvain Lelièvre à travers le temps



Sylvain Lelièvre

Les choses inutiles

UN AUTRE « pilier » de la chanson d'ici est tombé. L'an 2000, qui fut pour les acteurs fous du siècle dernier une sorte d'absolu à atteindre, s'éloigne peu à peu derrière nous et nous avançons dans ce nouveau millénaire comme des voyageurs condamnés, en nous disant adieu un peu plus chaque jour.

En ce petit matin qui nous parle de Monsieur Lelièvre, j'ai des souvenirs tout plein qui me reviennent. C'est la beauté des chansons qui fait ça. Le poète de Limoilou, par ses petits portraits finolisés et toujours bien tournés, savait parler de moi et des miens en toute simplicité. Brillant géni-

teur de *Marie-Hélène*, cette ado inventée qui devint notre cousine à tous, il a su dépeindre mieux que quiconque des pans entiers de ma jeunesse fuyante. Il faut réécouter sa chanson *Toi l'ami* pour saisir à quel point cet homme-là savait nous parler. Et nous toucher.

Parti rejoindre les D'or, Félix, Pauline, Dédé et autres fous des mots, quelque chose me dit que dans le petit livre de notre mémoire collective, il deviendra bientôt un géant. Car il avait cette manière unique de raconter nos vies et autres choses inutiles. Et que c'est là, à mon sens, le propre de ceux qui finissent par mériter le titre de poète. Et traverser le temps.

ROBERT CAMPEAU
Montréal

Marie-Hélène aura toujours 20 ans

AU PETIT MATIN les trombones se sont tus. L'annonceur m'apprenait ta mort. Les *Fleurs de grésil* se sont fanées. Malgré tout, *Marie-Hélène* aura toujours 20 ans. Depuis 1973 j'écoute tes chansons. Même si trop souvent la radio publique t'ignorait et que tes ventes ne battaient pas de records, j'étais là à savourer et partager avec les amis de merveilleux moments de douceur. Tes textes reflétaient le quotidien ou les préoccupations de tout le monde. Ta musique m'a amené vers le jazz tout doucement.

Tu as finalement réalisé ton disque de jazz, *Versant jazz*. J'attends un retour de ce spectacle au Lion d'or pour goûter

moi aussi à ce moment privilégié. Ce soir j'écouterai ton dernier CD en fermant les yeux. Je serai assis au bout du piano et entre chacune de tes pièces nous parlerons de Monk, Miles et les autres. Ne t'inquiète pas nous serons encore là dans dix ans à rire avec ce fameux *Coup de téléphone*. La fidélité de tes musiciens s'applique aussi à celle de tes fans. Toi, tu auras bouclé la boucle avec *Round Midnight*.

GILLES LAPOINTE
Montréal

Merci pour ce que tu as été

AVANT-HIER, Sylvain Lelièvre nous quittait sans crier gare. J'ai eu la chance d'être un de ses étudiants au cégep Maisonneuve, vers la fin des années 70. Quel régal c'était ! Merci de nous avoir donné *Marie-Hélène*, *À frais virés*, *Petit matin*, *Venir au monde*, *Le chanteur indigène* et plusieurs autres chefs-d'oeuvre. À mes yeux, il faisait partie des grands de la chanson québécoise.

Merci pour tes prises de décision au niveau social et politique (Tu vas voter). Là-haut, il y a sûrement une place pour un auteur-compositeur-interprète de ta trempe, poète en plus... Cinquante-neuf ans, c'est jeune pour partir, nous te regretterons beaucoup.

Pour mieux me souvenir de ton oeuvre musicale, je me suis nourri de ton intégrale toute la journée d'hier... Merci pour ce que tu as été.

JEAN-FRANÇOIS LACOSTE
St-Hubert

Forum



« La ville est en train de devenir le contrepoids privilégié du « local » contre le « global ». La notion de village est dépassée et une mondialisation sans racine n'est pas possible. On ne peut pas vivre sur l'Internet », analyse M. Valaskakis.

Quel avenir pour les villes?

Nous nous acheminons vers une « cité-monde » où les centres urbains seront les vedettes dans le nouveau théâtre mondial



KIMON VALASKAKIS
Le texte qui suit est tiré de l'allocution qu'a prononcée l'auteur, mardi, devant le Symposium de la Chambre de commerce de Montréal portant sur le thème « Montréal 2017 ». M. Valaskakis est l'ancien ambassadeur du Canada à l'OCDE et il préside actuellement le Club d'Athènes, une nouvelle initiative incluant plusieurs personnalités mondiales oeuvrant pour une meilleur gouvernance planétaire.

EN ANTICIPANT la mondialisation, le grand sociologue canadien Marshall McLuhan avait évoqué l'émergence d'un « village global », une vision décentralisée de la planète où les moyens de communication modernes encourageraient une forte dispersion démographique. Cette vision s'est partiellement réalisée avec l'Internet mais les tendances actuelles indiquent qu'elle doit être nuancée.

Plutôt qu'un « village global », nous nous acheminons vers une « cité-monde » où les centres urbains reliés en réseaux seront les vedettes dans le nouveau théâtre mondial. En effet, une conséquence assez surprenante de la mondialisation a été l'essor parallèle de l'urbanisation. Les Nations unies identifient 560 mégapoles qui, aujourd'hui, dominent déjà la planète. Cette urbanisation est partiellement liée au développement du Tiers monde.

En 1960, 22 % de la population totale des pays en voie de développement vivait en milieu urbanisé. En 1990, la proportion montait à 34 % et on estime qu'en 2020 elle dépassera 50 %. Mais ce qui surprend beaucoup plus est le fait que, dans le monde développé, l'urbanisation est restée une tendance lourde. On pensait que l'informatisation allait dégarnir d'une façon définitive les villes. Au contraire, les grandes métropoles des pays de l'OCDE, New York, Paris, Londres, Tokyo conservent une densité démographique très forte.

La dynamique urbaine à l'échelle de la planète est caractérisée par l'affrontement de tendances et contre-tendances. Cette dialectique donne lieu à des situations parfois contradictoires. Pour mieux éclairer l'environnement dans lequel doit se situer la réflexion sur Montréal 2017, nous retiendrons quatre questions majeures dans l'environnement mondial des villes.

L'espace géographique : mort de la distance

Les progrès fulgurants des technologies de l'information et des communications (ainsi que le progrès quand même plus timide des technologies du transport) ont contribué à une certaine banalisation de la géographie. Certains parlent même d'une mort de la distance. On peut délocaliser la production à volonté et entretenir des partenariats et des réseaux virtuels extrêmement performants à distance. La géographie ne serait plus une variable importante.

Deux facteurs renforcent cette délocalisation. Le premier est l'« éphémérisation » de la production. Nous vivons dans une société de l'information où le savoir joue un rôle clé et la quincaillerie un rôle secondaire. La majorité de la main-d'oeuvre de nos pays développés oeuvre dans l'économie de l'information. Deuxièmement, s'allie à cette « éphémérisation » la mise en place de l'autoroute électronique planétaire (Internet, téléphonie, satellites etc.) à la fois dans le domaine des affaires (le e-business B to B (Business to Business) et le B to C (Business to Consumer) et aussi dans le domaine privé (C to C). Le e-mail est devenu aujourd'hui la prière du matin ainsi que la prière du soir. (Pour certains elle est même devenue la prière de toute la journée en monopolisant l'activité des heures de bureau.)

Cependant cette mort technologique de la distance a engendré une contre-tendance

qui est l'essor du local pour faire barrage à une mondialisation peut-être trop effrayante et déshumanisante. Cette dialectique du « global » contre le « local » a mené même à un néologisme peu prononçable : la « Glocalisation ». La revanche du local prend la forme de nationalisme ou d'identités ethniques, religieuses et autres. Mais elle prend aussi et surtout une forme urbaine. Les Silicone Valleys et les technopoles se situent en bordure de grandes villes et profitent des avantages de la grande ville.

Malgré le e-mail, on recherche quand même la proximité physique. La technologie informatique toute puissante n'a pas remplacé la présence physique. Elle s'est juxtaposée à celle-ci de la même façon que la télévision n'a éliminé ni le cinéma, ni le théâtre, et que le crayon coexiste avec le stylo et l'ordinateur. Malgré l'Internet, Manhattan, les Champs-Élysées et la City de Londres continuent à attirer les grands de ce monde.

L'espace social : High-Tech c. High Touch

L'Internet favorise aussi ce que l'OCDE a appelé la « désintermédiation », c'est-à-dire l'élimination progressive des intermédiaires. En principe, tout peut se transiger par ordinateur, ce qui n'aide pas a priori l'essor des villes. La « désintermédiation » est une tendance lourde et est renforcée par la recherche de rentabilité maximale par les entreprises. On réduit la taille des bureaux physiques et on incite les clients à communiquer avec l'entreprise par téléphone ou Internet. Les opérations bancaires sont de plus en plus informatisées. Air Canada n'a plus de bureaux au centre-ville de Montréal. Il faut les contacter électroniquement ou « piquer » une course jusqu'à Dorval.

La plupart des compagnies adoptent aussi le système de réponse téléphonique « arborescente » (pour un service en français appuyer sur le 1, etc.). On entraîne le client dans un arbre de pertinence interminable et agaçant sans intervention humaine. Enfin, le télémarketing est une industrie fortement délocalisée où on vend en Californie à partir de Montréal et à Montréal à partir d'Atlanta.

Heureusement les consommateurs commencent à signaler leur mécontentement vis-à-vis de cette « désintermédiation » excessive et demandent un retour à la convivialité. John Naisbitt, le futurologue américain, parlait de la nécessité d'équilibrer le High Tech avec un High Touch, c'est-à-dire un contact beaucoup plus humain.

L'espace concurrentiel : triomphe des villes « agréables »

Si le High Touch doit être un facteur d'attraction pour une ville, il faut nécessairement projeter une image de haute qualité de la vie. Il y a 50 ans, les facteurs de localisation industrielle étaient surtout « durs ». On parlait d'accès aux ressources naturelles, de proximité par rapport aux consommateurs, de coût et d'efficacité de la main-d'oeuvre, etc.

Aujourd'hui, la dynamique de localisation est beaucoup plus axée sur les facteurs subjectifs. Bien que les coûts objectifs restent pertinents, la présence de biens culturels, d'espaces verts, de climat agréable, de sécurité urbaine, de festivals périodiques, etc. jouent un rôle beaucoup plus grand. Si Paris est la ville la plus visitée du monde, ce n'est pas à cause des facteurs traditionnels durs mais beaucoup plus à cause du charme associé à cette métropole dans l'imaginaire populaire. La beauté architecturale, la haute cuisine, un milieu cosmopolite et multi-ethnique, bref tout ce qui fait

qu'une ville est jugée subjectivement agréable devient un facteur de localisation.

Inversement une ville mal gérée peut devenir un repoussoir plutôt qu'un « attracteur ». L'insécurité, la pollution, les conflits ethniques, l'agglomération excessive, etc. augmentent le désagrément subjectif associé à ces villes. Donc la protection de l'environnement, la présence d'espaces verts, l'harmonie inter-raciale ne sont pas seulement des biens intrinsèques mais aussi de puissants « attracteurs » dans un monde de plus en plus concurrentiel.

L'espace politique : déplacement des pôles de gouvernance

L'élément le plus important dans la mondialisation contemporaine est le nouveau défi de gouvernance et son impact sur la répartition des pouvoirs politiques. En effet, une des conséquences non attendues de la mondialisation a été de fortement diluer la souveraineté des gouvernements nationaux. Comme on le dit souvent « l'État nation est devenu trop petit pour régler les questions mondiales et trop grand pour solutionner les problèmes locaux ».

La réduction de la capacité d'intervention des gouvernements centraux est en train de se faire dans trois directions. D'abord, il y a un transfert latéral en faveur des acteurs non-étatiques, surtout les entreprises et conglomérats. On notera que les plus grandes compagnies multinationales ont une puissance économique qui dépasse celle de la majorité des gouvernements des 195 pays du monde. Ce transfert latéral de pouvoirs est renforcé par le désengagement volontaire de l'État par la privatisation, la déréglementation et les traités de libre-échange.

En deuxième lieu, l'État nation transfère aussi certains pouvoirs vers le haut c'est-à-dire vers des organisations intergouvernementales qui sont maintenant dotées de nouveaux pouvoirs. Ainsi, chaque traité que signe un gouvernement réduit sa marge de manoeuvre.

La mise en place de l'OMC ainsi que de l'euro et le projet de constitution européenne créent de nouvelles structures supranationales qui changent la donne politique mondiale. L'Union européenne, après les traités de Maastricht et de Nice, est en train de devenir un super-État quasi-fédéral.

Troisièmement, l'État nation cède aussi ses pouvoirs vers le bas en transférant des pouvoirs aux instances sous-nationales. La décentralisation ne se fait pas seulement dans les pays à régime fédéral mais aussi dans les pays unitaires comme la France et la Grande-Bretagne où s'opère une « dévolution » de pouvoirs. Dans certains cas, le concept de région est en train de supplanter le concept de nation. Typiquement, il s'agit de régions sous-nationales ou transfrontalières mais qui, presque toujours, s'organisent autour d'une axe urbain (exemple Bruxelles-Lille etc.) La ville est le noyau de la région car il ne s'agit d'un conglomérat de villages.

Il résulte de tout ceci que la ville est en train de devenir le contrepoids privilégié du « local » contre le « global ». La notion de village est dépassée et une mondialisation sans racine n'est pas possible. On ne peut pas vivre sur l'Internet. Il faut habiter quelque part. Les peuples demandent partout la revalorisation du milieu urbain. On recherche la proximité conviviale. On rejette les économies d'échelle et de gamme. Mais on rejette l'excès de proximité, l'encombrement, la pollution, la précarité et l'insécurité. La ville devient un microcosme du monde dans lequel les questions de gouvernance sont cruciales. (...)

Malgré l'Internet, Manhattan, les Champs-Élysées et la City de Londres continuent à attirer les grands de ce monde.

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Le PQ en mode d'hibernation

Il y a des mois que l'on voudrait effacer du calendrier... Pour le PQ, avril 2002 doit être de ceux-là : une longue suite de poissons d'avril, sauf que ces mauvaises blagues n'avaient rien de drôle et qu'en plus elles étaient vraies !

À la fin du mois, tout ce que le Québec compte de commentateurs en était rendu à calculer le nombre de circonscriptions que le parti pourrait conserver : 35 ? 30 ? 20 ? 15 ?, tout en se demandant si le report des élections à l'an prochain permettra au PQ de sauver quelques meubles ou si, au contraire, le temps ne risque pas d'accroître l'exaspération des électeurs qui veulent un changement. Rappelons que depuis 1976, le PQ n'a jamais eu moins de 23 sièges à l'Assemblée nationale (c'était après le retour de Bourassa, en 1985).

Remarquez, il faut toujours se méfier des prédictions. Mon camarade Graham Fraser, du *Toronto Star*, ne m'en voudra pas si je raconte la mésaventure dont il fut le héros mais qui aurait pu arriver à bien d'autres journalistes.

Février 1981. Graham, à qui l'on doit notamment une excellente histoire du Parti québécois, de ses débuts à 1984 (c'est en fait le livre de référence sur le sujet), Graham donc est correspondant parlementaire à Québec pour le *Globe and Mail*. Le mensuel *Saturday Night* lui commande un article sur le gouvernement péquiste, article devant paraître fin mars. (La fabrication d'un mensuel est un long processus, les articles doivent être écrits plusieurs semaines avant la publication ; même avec les techniques d'aujourd'hui, c'est encore le cas : Le numéro de *L'actualité* daté du 1^{er} mai a un dossier sur MM. Landry, Charest et Dumont qui a manifestement été rédigé avant les élections partielles du 15 avril).

Retour à février 1981. Le PQ, accablé par sa défaite référendaire, semble promis à une défaite retentissante aux élections prévues pour le printemps. René Lévesque est de mauvais poil. Les catastrophes s'abattent sur le gouvernement.

Graham écrit donc un article expliquant pourquoi le parti est en danger. Fin mars, le magazine sort avec ce titre-choc : « Why the PQ is doomed » (Pourquoi le PQ est condamné)... au moment même où les sondages laissent entrevoir une victoire du PQ, lequel effectivement gagnera les élections du 13 avril, avec deux fois plus de sièges que les libéraux ! En quelques semaines seulement, le vent avait tourné...

Morale de cette histoire, qui a traumatisé toute la confrérie : en politique, ne jamais faire de prédictions à long terme, ni même à moyen terme.

Résister, également, à la tentation d'établir des parallèles. En 1981, le PQ sollicitait un second mandat (pas un troisième), c'est Lévesque qui dirigeait le PQ... face à Claude Ryan. Rien à voir avec la conjoncture actuelle.

Avril fut marqué, bien sûr, par l'humiliante défaite dans Saguenay et même dans Anjou, un comté que le PQ aurait pu reprendre. En même temps, apparaissait le spectre du tiers-parti qui pourrait accélérer sa débâcle en faisant passer le candidat libéral dans des comtés traditionnellement péquistes. L'ADQ, que le PQ chouchoutait lorsqu'elle nuisait au PLQ, est devenue un second adversaire.

Le PQ se voit maintenant lâché même par ses cousins outaouais. Bernard Landry avait déjà dit aux bloquistes qu'il ne voulait pas les voir sur la scène provinciale, la raison en étant que toute circonscription libérée par un député bloquiste risque de tomber aux mains des libéraux à la partielle qui suivrait. Mais cet hiver, faute de pouvoir trouver de bons candidats dans ses propres rangs, le PQ avait fait un virage à 180 degrés, et appelé les bloquistes en renfort : Stéphane Tremblay dans Lac-Saint-Jean, Pierre Paquette dans Joliette...

L'affaire était déjà assez ironique, car de tout temps, les bloquistes ont été considérés comme les joueurs de l'équipe B — ceux qui n'avaient pas réussi à se tailler une place au PQ. Mais aujourd'hui, même les bloquistes ne veulent plus laisser leurs confortables banquettes des Communes (de même que les salaires et les généreuses « pensions » qui vont avec) pour aller risquer la défaite sous la bannière péquiste.

Ainsi Pierre Paquette a-t-il refusé l'honneur douteux de briguer les suffrages dans Joliette. Le comté, pourtant détenu par le PQ depuis un quart de siècle, n'est pas assez sûr, et le député sortant, Guy Chèvrette, est en guerre contre Bernard Landry...

Avril se termine sur un autre cafouillage du très remuant ministre Jean-Pierre Charbonneau, qui avait l'idée d'autoriser des référendums d'initiative populaire. Un quart de million de signatures, et le Québec serait engagé dans un référendum sur n'importe quelle lubie, pour peu qu'elle soit pilotée par un gros groupe de pression !

Cette idée, directement sortie du catéchisme de la droite populiste nord-américaine, fut heureusement tuée dans l'oeuf par nul autre que Brent Tyler, le président d'Alliance Québec qui a mené d'innombrables batailles juridiques contre la loi 101.

Tiens, tiens, déclara-t-il, mais quelle bonne idée ! Nous recueillerions 250 000 signatures, de francophones aussi bien que d'anglophones, pour exiger un référendum sur l'accès à l'école anglaise... et puis après, sur le bilinguisme dans l'affichage commercial ! Frissons du côté gouvernemental, exit la proposition Charbonneau... Tout va si mal que contrairement à sa tradition, le PQ a décidé de ne pas tenir de réunion de son conseil national au printemps. Mai s'annonce ensoleillé, mais ses stratèges sont entrés en hibernation.

SUPERSOLDE

Donnez-lui un cadeau durable!

Fête des Mères le dimanche 12 mai Économisez jusqu'à 70%



Chandelles votives coniques en verre "Noble" avec support en fer forgé
Hauteur 13 po
14⁹⁹\$
Cour. : 29,99 \$



Verres de bar Highball ou Old Fashion ensemble de 4
6⁹⁹\$
Cour. : 14,99 \$



Ens. de 3 poêles anti-adhésives "Teflon" 8 po, 10 po et 12 po
24⁹⁹\$
Cour. : 29,99 \$



Ens. de couteaux professionnel en acier inoxydable 18/10
Support en bois massif et caoutchouc grani d'acier inoxydable
99⁹⁹\$
Cour. : 299,99 \$



Plats de service en verre Assiette de 14 po • Assiette à trempette 14 po • Bol 11 po panier 11 po x 9 po Au choix
17⁹⁹\$
Cour. : 39,99 \$



Plateau pliant en bois pour lit/télévision
12⁹⁹\$
Cour. : 27,99 \$



Batterie 7 pièces en acier inoxydable 18/10, fond triple couche
49⁹⁹\$
Cour. : 149,99 \$



GRATUIT! Casseroles pour pâtes/faitout 4 pièces
Obtenez cette casserole Firenze assortie en acier inoxydable 18/10, à l'achat d'une batterie Firenze 10 pièces
Sur présentation de ce coupon
Exclut toute autre offre
Valeur de 100\$!



Jarre à biscuits européenne étanche, peinte main
19⁹⁹\$
Cour. : 59,99 \$



Ensemble à trempette 2 pièces en terre cuite "Medici" peinte à la main
24⁹⁹\$
Cour. : 49,99 \$



Design Soligen Coutellerie 72 pièces en acier inoxydable 18/10 service pour 12
99⁹⁹\$
Cour. : 459,99 \$



Firenze Le summum en performance culinaire
229⁹⁹\$
Cour. : 699,99 \$

LES PRIX LES PLUS BAS!

QUALITÉ SUPÉRIEURE!

MEILLEUR CHOIX!

PRIX GARANTIS!

BENIX & CO.

Importateurs d'articles ménagers de qualité

Lun.-merc. 10h-18h • Jeu. et ven. 10h-21h
Sam. 9h-17h • Dim. 10h-17h

7335, BOUL. DÉCARIE

3213, AUTOROUTE 440

KIRKLAND, Autoroute 40 Ouest, sortie ch. Sainte-Marie

LE FAUBOURG, Ste-Catherine

Angle Jean Talon, métro Namur

Chomedey, Laval

en face du Carrefour Laval, à côté du Yellow Plus



Faites vite pour profiter du meilleur choix. Promotions d'ouverture : limite de 1 par famille.

New Delhi fait échec à une motion de censure relative à la minorité musulmane

GILES HEWITT
Agence France-Presse

NEW DELHI — Le gouvernement de New Delhi, dominé par des nationalistes hindous, a mis en échec hier une motion de censure contre sa politique « partisane » au Gujarat, mais ce succès parlementaire n'a pas éliminé les inquiétudes concernant le traitement de la minorité musulmane en Inde.

À l'issue d'un débat de 16 heures particulièrement animé à la Chambre basse du Parlement, la motion de censure déposée par l'opposition n'a recueilli hier matin que 182 voix, contre 276 pour le gouvernement.

Cependant, certains alliés du premier ministre Atal Behari Vajpayee se sont abstenus ou ont quitté la salle en signe de protestation. En outre, un ministre a démissionné et un autre a menacé de quitter le gouvernement.

Plus de 900 personnes ont été tuées dans les violences qui se poursuivent depuis deux mois au Gujarat (ouest de l'Inde) où les musulmans ont fait l'objet de représailles après l'attaque d'un train bondé d'activistes hindous.

Des organisations de défense des droits de l'homme et l'Union européenne ont critiqué New Delhi, qui n'a pas été en mesure jusqu'ici d'éteindre le feu des passions religieuses et d'assurer la protection de la minorité musulmane.

Dans un rapport cette semaine, l'organisation Human Rights Watch, dont le siège est à New York, a accusé des membres du parti de M. Vajpayee d'avoir été directement impliqués dans les violences au Gujarat, qui ont

jeté sur le pavé plus de 100 000 musulmans. Certaines associations ont parlé de « tentative de nettoyage ethnique ».

Lors du débat parlementaire, le chef de l'opposition indienne, Sonia Gandhi, présidente du parti du Congrès, a violemment attaqué le premier ministre, l'accusant de tenir un « double langage » cynique à propos du Gujarat et des musulmans.

M. Vajpayee « nous a tous choqués » par ses propos, a déclaré M^{me} Gandhi, 55 ans, veuve de l'ancien premier ministre assassiné Rajiv Gandhi.

D'un côté, a-t-elle dit, le premier ministre a appelé au rétablissement de l'harmonie entre communautés, de l'autre, il a affirmé que les musulmans étaient incapables de vivre en paix avec les autres.

M. Vajpayee, 76 ans, arrivé au pouvoir en 1999 et perçu jusqu'ici comme la figure modérée du camp nationaliste hindou, a donné l'impression ces dernières semaines qu'il avait durci son discours.

À la fin du débat parlementaire, il a condamné les violences au Gujarat, tout en rejetant l'idée qu'il soit devenu « anti-musulman ». M. Vajpayee a affirmé qu'il était tout aussi critique à l'encontre de l'extrémisme hindou. Il a clos son intervention en annonçant une aide de 32 millions de dollars au profit des victimes du Gujarat.

Selon des commentateurs politiques à New Delhi, le résultat du vote parlementaire ne contribuera pas à redorer l'image du gouvernement, ternie aussi bien en Inde qu'à l'étranger.